

Archives

SOMMAIRE

Editorial.....

Président KAYIBANDA, "Sauver notre culture pour sauver notre âme".....

Abbé Pierre, "Réalité du monde d'aujourd'hui".....

Ambassade du Congo, "Situation économique et financière du Congo en 1970"..... 1

Gaudentia NYIRASAFARI, "La situation de la femme rwandaise"..... 2

Equipe de Kibangu, "Centres d'animation rurale et artisanale"..... 5

DIALOGUE

LOGUE N°26
1971

LE

Voulez-vous un TOURNE - DISQUES

Mera vous propose ses 12 modèles
de 1.695F. à 8.600F. (HiFi et Stéréo)

Voulez-vous un AMPLIFICATEUR

- sur piles, sur batterie, sur 220 V
- 1, 5, 10, 40 Watts - HiFi ou Stéréo

Mera vous les procure à des prix très faibles

Cherchez-vous les meilleurs HAUT - PARLEURS

Mera vous en offre une gamme complète

Désirez-vous SONORISER une salle, une église,
amplifier en plein air:

Mera vous présentera la solution.

Déjà, 50 installations Mera en fonctionnement.



Manufacture Electronique et Mécanique du Rwanda

B P 375 KIGALI - Tél 5513

EDITORIAL

J. Kansi

C'est chose agréable pour le secrétaire de rédaction d'une revue de pouvoir présenter au lecteur un bilan positif.

Notre numéro de mars a été envoyé à 510 exemplaires. Si nous défalquons de ce chiffre une quarantaine de numéros gratuits, destinés en ordre principal aux classes terminales des écoles secondaires, nous totalisons environ 470 abonnements payés.

Les réabonnements nous sont parvenus très nombreux. Nous espérons que les manquants vont suivre. Nous rappelons, en fin d'éditorial, les diverses voies d'acheminement.

De beaucoup de côtés, on nous dit être fort satisfait de la revue. La raison première en est certes un Comité de rédaction actif, moitié rwandais, moitié européen. Il s'agit là d'une collaboration franche et fructueuse. Le but poursuivi par la revue, à savoir la rencontre des situations du Rwanda d'aujourd'hui pour des réponses inspirées des principes chrétiens, s'accommode parfaitement de ce mélange.

Le Comité se réunit tous les deux mois, en vue de préparer les deux numéros à venir. Au préalable, ses membres ont lu un ou plusieurs articles à paraître dans le numéro le plus proche. Au cours de la réunion, les avis des divers membres sont confrontés et la liste des articles retenus est établie.

Nous paraissions en off-set. La frappe de nos textes est faite de manière bénévole par une très fidèle collaboratrice qui tient le coup, avec le sourire, depuis la naissance de la revue.

Vient alors le travail de l'imprimerie. C'est à CEL-TAR (Centre évangélique de littérature et de technique audio-visuelle au Rwanda) que nous avons recours. Nous sommes heureux d'exprimer à ses techniciens notre gratitude pour le travail soigné qu'ils ont à cœur de nous fournir. Peu savent que l'off-set requiert successivement une mise en page laborieuse, une photographie de toutes les pages, reproduite ensuite sur plaques métalliques très minces, à glisser dans la machine. Le travail se termine par le brochage.

Un des motifs de nous réjouir, fréquent en ces dernières semaines, est de voir nos lecteurs soucieux de recueillir eux-mêmes des abonnements. C'est le moyen le plus sûr de gagner un abonné. Peu de gens ont un compte-chèque ou un compte en banque. Il est simple d'encaisser l'abonnement chez un de ses amis, puis d'en remettre le montant à l'Econamat Général ou à un membre du Comité.

C'est cette action directe qui nous a permis d'atteindre 470 abonnements.

...

Ce numéro de mars n'a pas besoin de longue présentation. Il s'ouvre par un texte où le Président Kayibanda évoque le problème si actuel de la sauvegarde du patrimoine culturel du Rwanda. On sait que le 23 février dernier, le Collège St André a abrité dans ses murs une réunion de l'Académie Rwandaise de la Culture, en vue d'élire un Comité directeur. Le Ministre de l'Education Nationale étant membre de droit, l'Assemblée a élu : Messieurs l'Abbé Alexis Kagame, Ruhasayankiko, Rugamba, Nyabyenda, Ngirumpatse, Kanyabugoyi.

La première partie de la Conférence de l'Abbé Pierre à Nyamirambo nous invite à un sérieux examen de conscience.

Le texte intitulé : "Situation économique et financière du Congo en 1970", extrait du rapport de la Banque Nationale de la République du Congo pour 1970, nous a été proposé par l'Ambassadeur du Congo à Kigali. Nous croyons intéressant de faire connaître à nos lecteurs cet aperçu sur l'économie et les finances d'un pays voisin.

Madame Gaudentia Nyirasafari nous livre ensuite le résultat de réflexions prolongées sur la "Situation de la femme Rwandaise"

Son texte n'intéressera pas que les femmes. "C'est la première fois, déclarait un membre du Comité, après lecture, que je vois ici, chez nous, un article sérieux sur ce sujet brûlant. Au lieu de se contenter des lieux communs habituels, l'auteur a fait une analyse psychosociologique de la question". Le texte paraîtra en deux fois.

L'équipe paroissiale de Kibangu (au Ndiza) nous décrit encore l'expérience de "Centres d'animation rurale et artisanale" qu'elle a mis en route.

Il nous reste à dire au lecteur : "Prenez et lisez" Vous ne regretterez pas l'effort fourni.

...

Pour s'abonner au Rwanda :

verser 200 F.R. par mandat-poste ou par chèque bancaire à Dialogue, B.P. 572, Kigali

à l'étranger :

verser 200 frs belges au CCP 313.66 de Abbé Massion, Bruxelles.

"Sauver notre culture pour sauver ~~SAUVER NOTRE CULTURE, POUR SAUVER~~ notre âme"

Nous sommes heureux de publier ci-dessous la lettre adressée par le Président Kayibanda aux personnes plus particulièrement concernées par les problèmes de la sauvegarde de la culture rwandaise et de sa confrontation avec les cultures étrangères.

Elle a inspiré les travaux de tous ceux qui ont participé à l'Assemblée culturelle, à Nyamirambo, à la fin de l'année dernière, et qui seront repris, de façon permanente, au sein de l'Académie.

...

A Monsieur le Ministre de l'Education Nationale à Kigali

Monsieur le Ministre de l'Information et du Tourisme à Kigali

Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Affaires Judiciaires à Kigali

Monsieur le Ministre de la Famille et du développement communautaire à Kigali

Monsieur le Secrétaire Exécutif National du M.D.R. Parmehutu à Gitarama

C.P.I. à Messieurs les Ministres (tous)

Messieurs les Ministres,

Monsieur le Secrétaire Exécutif National,

Il m'est apparu nécessaire et urgent de vous rappeler ce qui suit et de vous donner les directives pour

répondre, ne fût-ce qu'en ébauche, aux problèmes qui se posent à ce sujet.

Si une Nation perd sa culture, elle perd son âme et en perdant son âme elle perd ses forces les plus profondes et les plus vives.

Elle est alors ballottée par tous les vents d'idées et de pensées et elle n'a plus de base où fonder son développement national. Elle ne sait démocratiser ce qui n'existe plus ou ce qui se trouve en pleine confusion.

Les transformations et mutations qui tourmentent le développement vont au hasard et ni les masses populaires ni les leaders n'ont de référence pour orienter les changements nécessaires : aucune Révolution ne réussit quand elle n'a pas de point de départ ni de boussole.

De plus, le Rwanda - carrefour en Afrique Centrale - a un rôle considérable à jouer. S'il n'a pas de prétentions de leader-ship politique, il a de par sa position géographique, de par sa psychologie, de par la cohésion de ses enfants instruits, une place importante et un devoir auquel il ne peut se dérober : à savoir celui de maintenir les vraies valeurs africaines, surtout culturelles, de la partie centrale du Continent africain et de participer à l'action qui guidera ces valeurs.

Il a l'avantage d'avoir su recueillir bien des richesses du passé, d'avoir des hommes capables de les étudier, d'être un pays large et ouvert, grâce à la symbiose des ethnies qui l'habitent; les événements politiques des années passées, la Révolution de novembre 1959 n'ont fait qu'éjecter les éléments qui n'avaient pas, pour des égoïsmes divers, accepté cette symbiose, cette voie constructive d'une société qui se veut solide et efficace.

La réflexion brièvement esquissée dans les lignes précédentes, commande aux Responsables de la société rwandaise d'orienter les capacités et de les canaliser de manière à ce que ces capacités servent le Peuple, promeuvent la Nation et sa culture : de manière à authentifier celle-ci et à la rendre le fondement solide du Développement général du Peuple.

C'est pourquoi je vous demande, Messieurs les Ministres, Monsieur le Secrétaire Exécutif du Parti National, de vous employer à réunir toutes les capacités culturelles du Pays, de chercher avec elles les moyens les plus aptes à réunir l'héritage valable du passé, de

l'analyser, de le mettre au diapason de l'âme actuelle de notre Peuple, de recueillir et d'analyser les éléments nouveaux provenant de cultures étrangères, de faire la synthèse de la culture actuellement valable pour un Développement moderne du Rwanda et de l'Afrique, et de conduire rationnellement l'évolution de ce secteur de la vie nationale. Travail délicat, difficile mais nécessaire au Développement authentique de la vie nationale.

Pour démarrer, il faut prendre des moyens; et les suivants nous paraissent suffisamment valables pour le début.

- a) Les quatre Ministres et le Secrétaire Exécutif National auxquels cette lettre est directement adressée, constituent le Comité d'initiative, qui peut s'adjoindre des consultants.
- b) Le Comité invitera les capacités les plus représentatives dans tous les secteurs de la culture (lettres, musique, sculpture, peinture, architecture, chorégraphie, éducation, etc.) à une réunion de "sensibilisation" et de prise de conscience des collaborations nécessaires entre tous les acteurs du Jeu culturel sur le théâtre de la vie nationale.
- c) Un Comité - une Académie de culture rwandaise et africaine - sera formé, qui cherchera les méthodes et les moyens d'action pour réaliser l'objectif indiqué dans l'alinéa 8 de la présente.
- d) Cette Académie poursuivra ses travaux sous l'égide du Ministère de l'Éducation Nationale et du Secrétariat National du Parti National. Elle choisira ses méthodes d'action; et, par le truchement du Ministère et du Parti, elle pourra même solliciter des aides extérieures comme elle pourra prendre les contacts qu'elle jugera authentiquement enrichissants.

L'Académie travaillera sans aucun chauvinisme, voulant seulement asseoir sur une base culturelle solide le Développement moderne de la République et être utile à l'Afrique.

Tous les niveaux d'instruction "scolaire" comme les principales différences locales seront représentés : le critère étant fondamentalement une contribution valable à la vie culturelle rwandaise et africaine.

Nous suggérons que les premières rencontres compor-

tent non seulement des conversations sur les théories et sur l'organisation et la recherche d'un statut juridique mais aussi qu'elles comportent des séances pratiques de différents aspects de notre culture. Les rencontres seront ainsi plus vivantes et appelleront plus rapidement la collaboration entre les différentes sections et une véritable vitalité.

L'aspect financier de cette entreprise ne nous a pas échappé, mais d'une part tout le monde sait qu'une chose de ce genre est très rarement financée quand elle n'a pas encore pris corps et d'autre part bien des éléments existent déjà pour la formation d'un corps de promoteurs pour la culture africaine de notre Pays.

Nous pouvons avec bonheur enregistrer des écrivains de valeur; les comités qui commencent à mettre en confrontation la religion avec la culture africaine; des musiciens de haute valeur, des sculpteurs, des poètes qui font honneur à la jeunesse de la République; les Responsables de la vie nationale ont un devoir de ne pas laisser les efforts se disperser au risque de s'étioler. Organisez-les pour leur permettre d'avancer et de travailler la main dans la main pour être plus forts et plus efficaces.

Qu'on fonde ou qu'on base des foires religieuses, qu'on base le développement économique et social sur la culture, il faut que cette Culture existe indépendante et vive; et c'est votre rôle de promouvoir une Culture nationale authentique, cohérente et vivante, fondement et couronnement de la vie de la Nation : vous devez l'orienter avec le plus d'objectivité possible.

Les Responsables ne doivent pas se laisser intimider par les manœuvres de l'incivisme ou du néocolonialisme qui taxeraient nos efforts de démagogie. L'incivisme et le néocolonialiste perdent en fait un moyen de subversion; ils perdent un frein à opposer au Développement de la République. Ils comptent utiliser la dispersion qui décourage, ou la formation de groupuscules entre nos étudiants; moyen pour eux de retarder une relève consciente, continuatrice d'une Révolution qui doit aller plus loin que la victoire sur la féodalité et la colonisation.

Allons à l'avant pour une plus profonde vitalité de notre Peuple et gardons notre courage d'il y a dix, douze et pour certains d'entre nous plus de vingt ans.

Aussi demandons-nous à quiconque peut apporter une contribution valable au Développement culturel de notre Pays, de la donner généreusement.

Le Président de la République Rwandaise
Gr. KAYIBANDA

Abbé Pierre. "Réalité du monde d'aujourd'hui"....

LA REPONSE QU'Y APPORTENT LES COMMUNAUTES D'EMMAUS (1)

Chers amis,

Pendant ces moments que nous allons passer ensemble, nous allons regarder, essayer de regarder avec COURAGE et SINCERITE, la REALITE DU MONDE pour nous qui vivons dans le moment actuel.

1. L'ABBE PIERRE SE PRESENTE

a) Sa jeunesse

Je vous parlerai comme un homme parmi les autres, un homme à qui on a fait bien des compliments (c'est pas très commode à porter ça dans la vie), un homme comme les autres, quelqu'un qui n'est ni un économiste, ni un savant, ni rien du tout! Un homme cependant qui, par des événements imprévisibles, sans l'avoir voulu, s'est trouvé conduit dans une vie pas ordinaire. Gosse de riche, je me suis trouvé, comme je terminais mes études, après une période où j'avais remis en question toute ma Foi, dans laquelle j'avais été élevé dans ma famille.

Mais soudain j'étais devenu inquiet en me disant : au fond, si tu étais né dans une autre famille, qui pense autrement, et que tu n'aies pas fait plus d'efforts personnels pour savoir ce qui est vrai... et bien tu resterais pensant comme dans la famille dans laquelle tu es né; par conséquent, quelle certitude as-tu que ce sur quoi tu vas ENGAGER TOUTE TA VIE, c'est la VERITE ? Cela avait été des années dures

pendant lesquelles, collégien malade, je lisais, je pensais beaucoup et lorsque, à 19 ans, je quittais l'Université, je partais pour être religieux, moine dans l'ordre de St François.

Et après 7 ans de formation, devenu prêtre, c'était la guerre!... Quelques mois après, étant malade, j'avais suivi le conseil de mon Supérieur le Cardinal qui m'avait ordonné, j'avais demandé à devenir un simple prêtre séculier; je n'avais plus la force de rester moine. Et j'étais devenu vicaire dans une paroisse de Grenoble, ville des montagnes, tout près de la frontière de la Suisse.

b) Résistant

La guerre était arrivée... et après la première période de la guerre, la période qui s'est terminée par la défaite, je m'étais trouvé petit à petit face à l'abominable torture qui tombait, par la folie des racistes, des nazis, qui tombait sur tous ceux qui n'étaient pas de leur race. Et je voyais les Juifs poursuivis, torturés affreusement; je voyais la jeunesse vaincue qui était entraînée à travailler dans les usines ennemies. Cette jeunesse venait se cacher dans les montagnes; il fallait l'aider à se cacher, à vivre. Il fallait sauver les Juifs qui étaient traqués. Alors j'organisais les évasions à la frontière suisse, dans la haute montagne, plus haute encore que vos montagnes d'ici. Et quand la guerre était finie, j'avais été, pendant tous ces drames, deux fois arrêté, deux fois évadé et finalement on m'avait chargé de rejoindre l'Afrique, l'Algérie, pour venir essayer d'obtenir des renforts qui étaient promis pour toute cette jeunesse qui se cachait dans les montagnes. Quand la guerre était tout à fait finie j'avais été envoyé comme aumônier dans la marine et puis j'étais de retour à Paris.

c) Député au Parlement Français

Un ami qui me croyait mort, qui ne savait pas que j'avais pu m'évader, me rencontre dans la rue (il est devenu ministre depuis) et cet ami, tout étonné que j'étais encore vivant, va trouver le Cardinal de Paris et lui dit : "Il faut que le Père aille aux élections qui approchent". La République se reconstituait après la victoire. Le Cardinal m'a fait appeler, nous avons parlé, je n'avais pas d'expérience, mais

il m'a dit : "Père, il faut y aller". Et ainsi je me trouvais Député dans trois Assemblées.

d) Président du Mouvement Fédéraliste Mondial

Dans la même époque, j'étais délégué par le Parlement dans un grand mouvement mondial qui s'appelle le Mouvement Fédéraliste, qui lutte pour essayer de faire comprendre à toutes les Nations l'absurdité de réclamer l'absolutisme de la souveraineté de chaque nation. Comme si cela pouvait exister : une souveraineté absolue! Comme si le bien de l'Humanité pouvait être obtenu sans que chacun regarde les nécessités de l'autre! Et j'avais été élu Président exécutif de ce mouvement, auprès d'un très grand homme, le savant Anglais Lord Baydon, le fondateur de la FAO, l'organisation responsable du développement de l'agriculture, de la nourriture de l'humanité entière. Cela m'a conduit à travers le monde entier pour des congrès. Cela m'avait fait rencontrer les plus grands de la Terre, les Chefs d'Etat des plus grandes puissances et en MEME TEMPS la vie me conduisait à rencontrer et à partager la souffrance des plus souffrants de mon pays et d'autres pays du monde.

II. A LA LUMIERE DE SON EXPERIENCE, UNE CONSTATATION : PROFONDS BOULEVERSEMENTS DANS L'HUMANITE !

Ce que je vais faire avec vous ce soir, pour essayer de comprendre de quel temps nous sommes, je le verrai à la lumière de cette DOUBLE EXPERIENCE : la rencontre avec les GRANDS et la vie avec LES PLUS PETITS.

Tous, si nous sommes un tout petit peu sérieux, attentifs, nous savons bien que le monde actuel, dans lequel nous vivons, est un moment dans lequel il y a d'extraordinaires changements. A une vitesse extraordinaire, en dix ans, en vingt ans, plus de changements qu'en dix, vingt siècles.

a) Transformation du monde : causes

Très peu de personnes ont pris conscience de ce qui provoque les changements les plus profonds qui bouleversent le plus toute la réalité humaine. Savez-vous de quoi ils viennent ? Ils viennent de ces moyens techniques de communication, d'information. Voilà qu'aujourd'hui, par ces étonnants moyens de la radio, des illustrés, de la Télévision qui, par les satellites, permet dans les pays riches de voir instantanément,

comme si on y était, ce qui se passe n'importe où dans le monde, à l'autre bout du monde. Dans la famille, la famille en train de déjeuner, on regarde l'écran de la télévision et on voit ce qui se passe au Japon, au Canada, au Chili ou au Pérou! Et voilà que pour la première fois qu'il y a des hommes sur la Terre, les hommes un peu attentifs, peuvent connaître **TOUT DE LA REALITE DE LA TERRE !**

b) Transformation du monde : conséquences

Procès de Dieu

Et cela entraîne une conséquence formidable, car alors en connaissant tout, on découvre que le monde, la création, **C'EST PLUS MERVEILLEUX QUE L'ON CROYAIT!**

Un découvre des splendeurs partout, éblouissantes; mais en même temps, voilà que pour la première fois que le monde existe, on sait que la partie **HORRIBLE, SCANDALEUSE, REVOLANTE** de la réalité humaine est plus grande, plus terrible que l'on croyait. Oh, bien sûr, les hommes avaient eu de tous temps qu'il y a du malheur dans la vie; quand on connaissait simplement ses voisins, son petit pays, quand il arrivait un malheur, instinctivement, on pensait que c'était un accident. Mais on pensait que tout le reste de l'univers était en harmonie merveilleuse.

Quand j'étais enfant, tous les livres d'enfants en France, qui nous parlaient des pays tropicaux, des pays équatoriaux, nous en parlaient absolument comme de paradis terrestres... Et puis aujourd'hui on sait que ce n'est pas vrai. On sait comment même dans ces pays dont les climats apparaissent comme devant donner le bonheur, il y a la maladie, il y a la faim, il y a les humiliations, il y a l'esclavage, il y a la misère... Aujourd'hui, on découvre la quantité effroyable des innocents massacrés, écorchés, la quantité incalculable des bébés qui, depuis que l'humanité a commencé à exister, ne sont nés que pour souffrir! Et puis meurent stupidement, mourant stupidement puisque mourant avant qu'ils aient pu faire un seul acte d'homme qui donne valeur à leur vie, un sens à leur existence.

POURQUOI, POURQUOI TANT DE SOUFFRANCE ?

On sait la quantité innombrable des innocents exploités, écorchés et alors... voilà que résulte à cause de cette connaissance de l'homme, qu'aujourd'hui il a de la Terre entière, voilà qu'apparaît un phéno-

mène complètement nouveau : une multitude de nos frères meurent, honnêtes, sincères, passionnés de justice, de bonté, une immense quantité de nos frères, de nos sœurs, **TRÈS BONS, PROCÈS DE DIEU ÉGALÉ**, non plus de sorte qu'un énorme **PROCÈS DE DIEU ÉGALÉ**, mais un refus de Dieu par les orgueilleux, mais un procès de l'Eternel par des hommes, des femmes, **AFRAMES DE JUSTICE** et qui disent : "Comment est-ce possible que l'Eternel, le Tout-Puissant, dont ma raison, quand je réfléchis, me dit qu'il est Tout-Puissant et qu'il est infiniment Parfait... comment est-ce possible que l'Eternel Tout-Puissant, dont on dit qu'il est Notre Père... comment est-ce possible qu'il voie tant souffrir ses enfants et qu'il ait tous les moyens pour les sauver, et que, apparemment, il semble tellement indifférent?"

Voilà qu'aujourd'hui, tant de nos frères honnêtes, sincères, bons, quand ils nous entendent, nous qui sommes croyants quand même, nous qui sommes certains que Dieu est **AMOUR QUAND MÊME**;

CERTAINS QUAND MÊME, alors même que nous tenons les yeux grands ouverts sur la douleur du monde; certains quand même, malgré tout ce qui semble le nier; certains quand même que **L'ÉTERNEL EST AMOUR**. Voilà que nous entendons autour de nous une multitude d'hommes et de femmes justes, quand ils nous entendent chanter "Gloire à Dieu l'Eternel", nous dire: "Fais-toi, tu n'as plus le droit de chanter cela, maintenant que l'on connaît tant de souffrance injuste, de misère!"... Si tu continues, disent-ils, à chanter "Gloire à l'Eternel" ou bien tu te mets à toi-même, tu fermes les yeux, tu n'as pas le courage de regarder la réalité en face... ou bien tu continues **QUAND MÊME** à chanter "Gloire à l'Eternel" alors que tu as vu la réalité, mais alors tu désertes, tu es un lâche, tu te désolidarises de la souffrance de l'innombrable multitude humaine!"

Et voilà qu'aujourd'hui, le croyant se trouve comme un enfant qui verrait son père accusé, comme quelqu'un qui verrait ses frères scandalisés par leur père qu'ils ne comprennent plus. Et voilà que désormais, lorsque nous voulons chanter "**GLOIRE À L'ÉTERNEL**", on nous dit : "Fais-toi!" Et voilà que lorsque nous voulons chanter "Gloire à Dieu" pour son amour merveilleux, pour les étoiles dans le ciel, nous sentons qu'il y a quelque chose qui retient notre voix, dans notre gorge, parce que nous savons désormais qu'il y a

trop de larmes de petits enfants innocents, et que finalement, tant de larmes et de douleurs finissent par étouffer la beauté des étoiles! Qu'est-ce que ça peut nous faire la beauté des étoiles insensibles, lorsque je vois les larmes des petits? Et voilà qu'aujourd'hui alors, l'homme qui ne peut plus dire: "Mon Père"... se trouve seul, TOUT SEUL DANS LA VIE!

1. Procès de l'homme : Puissance et stupidité de l'homme Il est capable d'aller à la lune

Oh, pour l'homme d'aujourd'hui, même tout seul, se voir dans la vie, cela peut être pour lui quelque chose qui lui donne de l'émerveillement! L'homme moderne, l'homme d'aujourd'hui, il y a de quoi être ébloui, émerveillé de sa propre puissance. Voilà que l'homme d'aujourd'hui, il commence à quitter la terre, il devient capable de pénétrer comme un homme dans son jardin, à travers ce cosmos, aux dimensions, aux réalités impossibles à connaître. Ni le philosophe, ni le savant, personne ne peut prédire ce qu'est-ce que veut dire l'ESPACE lorsqu'il n'y a plus de mesure... Et voilà que l'homme a commencé à sortir de la Terre, a commencé à prendre pied sur un autre astre: LA LUNE! Voilà que l'homme a commencé à envoyer à des millions de kilomètres des machines fabriquées par lui, avec lesquelles il parle, et qui, de là-bas, lui envoient des informations, des nouvelles.

Ce n'est plus absurde pour un garçon ou une fille de quinze ans aujourd'hui, de penser que s'il vit une longueur de vie normale, avant qu'il ne soit un vieillard, il aura vu l'humanité commencer à prendre possession du reste de l'univers. Oh oui, il y a de quoi être ébloui, émerveillé! Mais en même temps, l'homme INCIDE, qui a le courage de tout regarder en face, il se trouve stupide... il se trouve GROTESQUE!

Voilà qu'il est arrivé à une si grande puissance qu'il sort de la Terre, qu'il pénètre dans le Cosmos, qu'il va analyser la nature de la terre de la lune, ET CE MEME HOMME, SI PUISSANT, IL N'EST PAS CAPABLE, dans le même temps, alors que la Science lui affirme qu'IL EN A TOUS LES MOYENS, de faire produire à la terre de la Terre tout ce qu'elle est capable de produire... pour que tous les humains aient de quoi manger, et de quoi avoir du travail, et de quoi être en bonne santé... à tous ceux d'aujourd'hui, et encore à tous ceux de demain : a pasé de la Terre peut sa-

tisfaire aux besoins d'accroissement de l'humanité.

Mais dans le même temps où l'homme va dans la lune, il laisse mourir de faim des multitudes sur la Terre. Il n'a pas d'argent pour faire des maisons pour que chaque maman puisse avoir le premier de tous les sanctuaires : un toit, quatre murs pour mettre à l'abri le berceau de son bébé !

2. Il est capable de désintégrer l'atome L'homme d'aujourd'hui est devenu capable d'effectuer une désintégration atomique.

Il peut disposer dans les plus intimes parcelles de la matière de réserves d'énergie dépassant tout ce que le charbon et le pétrole nous avaient donné jusqu'à présent. L'homme sait désormais que quasi rien ne peut lui résister : il peut demain transformer le désert du Sahara en jardins fertiles. Il sait tout cela...

Mais jusqu'à présent, presque uniquement, il ne réussit à utiliser cette nouvelle énergie que pour acroître, tous les jours un peu plus, LA TERREUR ! Et la terreur dans des conditions tellement ridicules puisque tous les Chefs d'Etat qui y englobaient des dépenses énormes pour des armes atomiques, toujours plus terribles... TOUS le savent : ils s'obligent pour faire peur, mais pour faire peur avec des armes DONT TOUS SAVENT QU'AUJOURD'HUI NE POURRA JAMAIS S'EN SERVIR. A supposer que par un effet de surprise on ait la victoire sur un ennemi méchant, tous les savants le disent : ou bien la vie serait anéantie en même temps pour le vainqueur que pour le vaincu, ou bien ne survivraient sur la terre que des animaux difformes, des espèces de larves se traînant sur la terre ! On cache des RAPPORTS SECRETS qui ne sont connus que d'un petit nombre, des ravages génériques dans la formation des cellules, et puis des membres, du cerveau, de l'estomac des petits bébés qui sont nés dans les régions où la folie des expériences atomiques en plein air ont commencé à produire leurs effets. On n'ose pas dire à l'humanité la quantité des monstres qui déjà ont été produits par ces expériences !

3. L'homme peut faire reculer la mort L'homme se trouve IMMEUBLE en même temps qu'il puise-

Il a trouvé des moyens merveilleux de lutter con-

tre la maladie et la mort.

Avec les antibiotiques, dont les recherches ont coûté fort cher dans les laboratoires, mais qui, à partir du moment où on les connaît, ne coûtent presque rien, l'homme est capable de faire reculer la mort.

C'est merveilleux de faire reculer la mort. Mais une fois de plus, l'homme est stupide.

Là où il y avait trois, quatre bébés sur cinq qui mouraient avant de pouvoir devenir hommes, il n'y en a plus qu'un ou deux qui meurent. C'est merveilleux.

On prolonge la vie des vieillards, on guérit les malades et voilà que cela tourne à la CATASTROPHE. Après avoir tout fait pour sauver les petits enfants malheureux, on s'aperçoit qu'on a été des criminels. Car on est un criminel si ayant donné un frano pour les médicaments qui empêchent ce bébé de mourir, on est trop bête pour comprendre, on n'a pas assez d'intelligence et de cœur pour se décider à donner, dans les années qui viennent, 100 francs ou 1000 francs de son superflu pour que ce petit qui n'est pas mort ait la possibilité de vivre demain. Vivre, non pas comme un mendiant, mais en ayant les moyens de mettre en valeur la part de terre qui est sienne, celle de sa patrie.

4. L'homme peut donner l'instruction à tous

Les hommes qui donnent lorsqu'on les apitoie sur le malade, sont trop bêtes pour comprendre que s'ils empêchent de mourir, il faut qu'ils permettent de vivre. Et que ceux qui sont puissants et développés, il faut qu'ils fassent assez pour que ceux qu'ils ont empêchés de mourir puissent vivre.

L'homme développe l'instruction. C'est magnifique. L'alphabetisation, les Universités partout, même pour les fils des pauvres, ceux qui sont intelligents, capables. Et il y a autant de fils de pauvres intelligents que de fosses de riches; il n'y a pas plus d'imbeciles chez les pauvres qu'il n'y en a dans les salons des riches: il y a des intelligences des deux côtés, mais les fosses de pauvres, ils étaient trop écrasés, rien ne leur permettait de développer leurs talents... Aujourd'hui, Dieu merci, l'école se développe, et quel est le résultat ?

Le résultat, c'est que ceux qui, depuis si longtemps, depuis toujours, souffraient, grâce à nous devenus plus humains, ayant la possibilité de comparer comment ils vivent, comment vivent leurs petits enfants, et de comparer avec la manière dont vivent les autres enfants des autres, ceux qui souffraient, voilà qu'ils deviennent capables de souffrir de souffrir. Et ce n'est plus du tout pareil, c'est comme l'eau qui devient de la vapeur. C'est la même matière, mais on ne peut plus la toucher de souffrir violent un si grand nombre de leurs frères, de leur propre patrie, au des nations plus riches, plus puissantes, ils voient leurs frères, au fur et à mesure qu'ils deviennent des très compétents, qu'ils arrivent à de grandes responsabilités, voilà que le PAUVRE DEVENU ECLAIRE, le pauvre devenu, comme on dit en Amérique latine, CONSCIENTISE, voilà que le pauvre s'aperçoit que ceux qui deviennent des élites, des privilégiés, deviennent des privilégiés ABUSIFS... ils croient que si leur privilège a été honnêtement acquis, cela suffit. Ils ne comprennent pas que le privilège, même quand il a été honnêtement acquis, DEVIENT UN VOL, devient un CRIME ABUSIF s'il n'est pas au service des petits.

Il voit l'humanité des doctrines dans lesquelles il a-
vait cru.

Alors, à travers la Terre entière, des doctrines se répandent qui disent à celui qui ne peut plus avoir de patience, car il sait désormais que la souffrance de ses petits enfants, non seulement n'est pas juste, mais qu'elle est idiote, parce qu'il sait que la famille humaine a les moyens d'empêcher son gosse de mourir, souffrir... il ne peut plus supporter qu'on lui dise: "patience, patience..." Et voilà qu'il alors passe à travers l'humanité tout entière la VIOLENCE. Des fractions de plus en plus nombreuses de pauvres n'ont plus d'autre espérance que la violence. Et c'est comme une espèce d'ECLAIR DES RITES DIAVOLIQUE, SUR L'HUMANITE. Voilà que la foule des humains n'a plus d'autre espérance que DE TUEUR POUR APPRENDRE A VIVRE.

Oui, c'est grave, mais ce n'est pas le dernier degré de la gravité de notre temps, car aujourd'hui les choses vont plus loin, car aujourd'hui, toutes les parties de la jeunesse, la partie même de la jeunesse qui, Dieu n'existant plus, avait entendu les doctrines opti-

mistes qui disaient : "Par la violence, nous allons créer un monde plus beau"... "Une doctrine Evolutionniste"... Ça ne prend plus.

La jeunesse étudiante raisonne, et la jeunesse commence à dire : "Vous vous moquez de nous. Vous qui nous avez dit : "Dieu n'existe pas", et puis vous qui avez cru nous entraîner dans l'énergie et le sacrifice, en nous parlant d'Evolution, mais vous êtes insensés! Vous nous prenez pour des imbéciles. Si l'univers n'est qu'une évolution éternelle, perpétuelle, mais l'évolution passée est déjà infinie. Par conséquent, toutes les situations possibles de l'humanité ont déjà été réalisées dans l'évolution infinie du passé. Et vous voulez nous faire croire que cela vaut la peine de nous donner du mal dans l'espérance qu'une évolution future, même infinie, sera capable de faire ce que l'évolution passée n'a pas été capable de faire !"

ABSURDITE DE VOTRE DOCTRINE ! Nous découvrirons tout d'un coup que tout est ABSURDE. Et la jeunesse s'en va à la drogue, à toutes les sortes de suicides, de violences ou dans les sourires de la drogue.

III. QUEL EST LE CHEMIN ? OU EST LA LUMIERE ?

Est-ce qu'il n'y a plus de chemin, est-ce qu'il n'y a plus de lumière ? Oh mes amis, un beau jour, pour chacun, il est possible tout d'un coup de découvrir le chemin. De découvrir LA REPONSE à ce terrible procès de l'Eternel, à ce terrible procès de l'homme, qui écrase la terre aujourd'hui.

La lumière, elle commence à luire le jour où on se laisse prendre par une espèce de dégoût, voyant les crimes auxquels conduit le service premier des plus puissants! Le jour où on se laisse prendre, presque par surprise, par la MISERICORDIE, le jour où, parce que l'on voit quelqu'un qui souffre devant ses yeux, on en a marre de voir qu'il a mal, et on se laisse aller à vouloir le délivrer de son mal qui est devenu le nôtre! Et voilà alors que tout d'un coup, du fond du coeur de l'homme qui assiste à un marché à recours, et qui veut servir premier le PLUS SOUFFRANT, voilà que tout d'un coup éclate quelque chose au dedans de lui : une espèce de joie qu'on ne peut pas dire avec des mots. Elle est proprement inexprimable, ineffable. Une joie qui ne ressemble à aucune autre. C'est un

peu, vous savez, tout d'un coup, ce qui vient en nous, ce que les savants appellent la SAGESSE. La sagesse, ce n'est pas du tout ce qu'on croit. Ce n'est pas être sage, ne pas faire de sottises. Ça c'est la conséquence de la sagesse.

La sagesse, c'est bien meilleur que cela : le mot "sagesse", c'est ce qui veut dire, il vient du mot latin "sapere" qui veut dire : savourer, goûter. Et voilà que tout d'un coup, si on laisse un jour son coeur PARTAGER LA SOUFFRANCE de l'autre et agir pour le DE-LIVRER, voilà que tout d'un coup, on devient comme quelqu'un à qui on a parlé du SEL : il peut être très savant, il peut avoir fait des études complètes sur la composition du sel, il sait ce que c'est, intellectuellement... Mais voilà qu'un beau jour, il vient un milligramme de sel sur le bout de sa langue : il n'a plus besoin de science, plus besoin d'explications... Il sait ! Et c'est cela qui arrive pour le coeur de l'homme qui, tout d'un coup, rencontre la SAGESSE : la sagesse d'aimer pour de vrai ! Et voilà qu'alors tout d'un coup, dans cette joie qui éclate en lui, quelque chose comme un éclair vient brusquement ; tout d'un coup il découvre la réponse au Procès de Dieu.

Réponse au Procès de Dieu

Je me rappelle, il y a des années, un jour j'étais en Suède et un étudiant me dit : "Père, depuis que je regarde le monde entier comme il est, que j'en vois l'abominable souffrance, pour moi, Dieu c'est devenu le Tout-Puissant INCAPABLE!" Oui, c'est un terrible blasphème mais c'était un blasphème d'un homme droit, d'un homme sincère... qui ne pouvait plus comprendre ! Et voilà qu'un jour, par la miséricorde vécue, la sagesse éclate dans le coeur, tout d'un coup dans cet éblouissement, or voit, on comprend que la VERITE EST MERVEILLEUSE et TERRIBLE en même temps.

La vérité c'est que le Tout-Puissant, l'Eternel n'est pas le Tout-Puissant incapable, mais il est le TOUT PUISSANT PRISONNIER, CAPTIF! Parce qu'il est AMOUR, bien plus que tout ce que nous avons cru, parce qu'il est Amour, le Tout Puissant, l'Eternel. Il ne peut rien faire pour AUTRE CHOSE QUE POUR TROUVER L'AMOUR ! L'Amour ! Qu'est-ce que ça peut lui faire d'avoir devant lui la perfection, si c'est une perfection inconsciente ? Dieu l'Eternel, le Tout Puissant, qui POUVAIT faire une Création parfaite, sans aucun mal, mais comme un automate (pour quoi faire?) (pour

quel satisfaisance? Est-ce qu'il a besoin de jouets le Bon Dieu? FARCE QU'IL EST AMOUR, SEUL L'AMOUR PEUT ENFER POUR LUI UNE RAISON D'AGIR! Parce qu'il est amour, créant l'Univers, le Seigneur ne peut pas le créer sans la LIBERTÉ, car SEULE LA LIBERTÉ EST CAPABLE D'AIMER! Alors, il crée des libertés : liberté des hommes, liberté des Anges; et à partir de cet instant, parce qu'il est Amour, parce qu'il veut trouver ailleurs l'amour et parce qu'il faut qu'il vienne librement... à partir de cet instant l'Eternel, le Tout Puissant a risqué sa Gloire! L'Eternel est devenu VOLONTAIREMENT le Prisonnier de cette liberté qui est la nôtre.

Et voilà qu'alors tout d'un coup, NOUS COMPRENONS : à la fois que la Spondure de l'Eternel, la Grandeur de son amour est plus faible que ce que nous avions cru et nous découvrons que la grandeur de l'homme est plus belle que ce que nous avions cru! Nous découvrons que l'homme est à la fois responsable de l'achèvement de la création, de cette création inachevée où le Seigneur l'a placé, pour que par son intelligence Et son coeur, par le triomphe des forces de tous dans l'amour, il domine toutes les forces de la nature... et il domine les forces de la nature, si l'homme n'entrevoit pas la haine, l'envie, l'orgueil; si l'homme ne détruit pas ses énergies par l'ambition, si l'homme dans l'union, dans l'union de celle du Père, regarde d'abord vers LE PLUS PETIT. Oh, si l'homme fait cela, il a la capacité de TOUT FAIRE, vaincre les tentations, la maladie, il est le Maître de TOUT.

Pour que l'homme fasse son procès

L'homme découvre qu'il est plus grand que ce qu'il avait cru, qu'il est le collaborateur du Père pour la splendeur de cette création, pour qu'elle devienne tout entière BICHARISTIE, chantant Merçi à l'Eternel... et c'est à l'homme de le faire. L'homme découvre qu'il est vraiment l'héritier de toute la splendeur de l'amour du Père, qu'il est vraiment celui qui peut oser dire : "Notre Père", comme un petit enfant à son Père. L'homme découvre tout cela... mais : est-ce possible que l'homme le réalise ? Que l'homme le vive ?

Oh, mes chers amis, la question n'est pas de savoir si c'est possible ou non : la question est simplement de savoir POURQUOI L'HOMME EST LIBRE.

Tant que l'homme croit qu'il est libre d'aimer ou de

ne pas aimer, l'homme est fou et toute l'humanité est perdue ! Ce n'est pas vrai que l'homme est libre d'aimer ou de ne pas aimer : IL EST LIBRE POUR AIMER. Et à partir de l'instant où il croit qu'il est libre de ne pas aimer, voilà qu'il est devenu esclave et voilà qu'il réduit toute l'humanité en esclavage. Oui l'homme est libre pour devenir comme l'Eternel, qui s'est fait son prisonnier volontaire, l'homme est libre pour devenir VOLONTAIRE, serviteur du plus petit. Il entend le Seigneur lui dire : "Délivre tes frères, ALORS tu délivres toute MA puissance. Si tu te fais celui qui délivre ses frères, alors toute ma miséricorde libérée peut, à travers toi, ruisseler sur toute la terre, la transformer."

Quand on regarde un crucifix, bien plus que la douleur humaine bouleversante du Frère humain, Jésus, ce que je vois sur ce crucifix, sur ce bois de la croix, c'est l'image réalisée dans l'Incarnation, de la Toute puissance de l'Eternel, notre PRISONNIER... et qui attend que nous le délivrions, en délivrant nos frères. Oui, mes amis, c'est cela VIVRE... ou alors ce n'est pas faux de dire que la vie est absurde, ou qu'elle ne vaut pas la peine d'être vécue, car alors elle est une route qui ne conduit nulle part!

(à suivre)

(1) Enregistrement de la conférence faite par l'Abbé Pierre, au Collège St André, lors de son récent passage au Rwanda.

Situation économique et financière du Congo en 1970.

INTRODUCTION

La Banque Nationale du Congo a publié, le jeudi 14 janvier 1971, le rapport annuel qu'elle a présenté au Chef de l'Etat et aux membres du Conseil de la Banque. Ce document de près de 315 pages constitue le troisième rapport de la Banque depuis la réforme monétaire du 24 juin 1967. Il se compose comme d'habitude d'une introduction et de trois parties.

Dans l'introduction, le rapport de la Banque Nationale met l'accent sur les progrès accomplis par l'économie congolaise au cours des dernières années et sur les perspectives de développement pour les prochaines années et il recommande une mobilisation intensive de toutes les ressources financières intérieures et extérieures afin de pallier l'incidence des fluctuations conjoncturelles des recettes d'exportation.

La première partie analyse de manière approfondie l'évolution des différents secteurs de la vie économique et financière du pays en 1969 et au cours des six premiers mois de l'année 1970. Après le rétablissement de la stabilité politique et monétaire, l'économie congolaise a amorcé, depuis 1969, une expansion fondamentale qui s'est élargie à tous les secteurs d'activités en 1970 et s'est traduite par un accroissement du produit intérieur brut commercialisé de 8,8 % en 1969; on peut prévoir pour 1970 une expansion nouvelle du P.I.B., en termes réels, d'environ 8,5 %. Des progrès très importants ont été réalisés par la production minière, la production manufacturière et la construction.

Le développement de la production et l'amélioration des cours extérieurs ont permis l'accroissement des recettes d'expansion et du volume des importations.

Après une hausse en 1969, les prix intérieurs sont demeurés stables pendant toute l'année 1970. Grâce à cette stabilité, on a assisté à un relèvement très sensible des revenus réels des principaux groupes sociaux. La situation des finances publiques s'est améliorée par suite d'une expansion des recettes et d'un meilleur contrôle de la destination des dépenses. Enfin, la reprise des investissements publics et privés s'est accentuée en 1970.

La seconde partie est consacrée à l'exposé de la politique suivie par la Banque Nationale et des dispositions réglementaires en matière de change et de crédits aux entreprises. La dernière partie contient le compte rendu des opérations de la Banque, le bilan, le compte de pertes et profits et le rapport des commissaires pour l'exercice 1969.

Le rapport est accompagné d'une documentation statistique importante ainsi que de nombreux graphiques.

LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU CONGO EN 1970

Après le rétablissement de la stabilité politique et monétaire, l'économie congolaise a amorcé, depuis 1969,

une expansion fondamentale qui s'est élargie à tous les secteurs d'activité en 1970. Les taux d'accroissement du produit intérieur brut ont en effet, atteint respectivement 8,8 % en 1969 et environ 8,5 en 1970. Les résultats pour l'année 1970 ont été obtenus grâce à une progression considérable des activités dans le secteur primaire - mines et agriculture - et dans le secteur secondaire, en particulier dans la construction et les travaux publics; ainsi que dans les industries manufacturières. Simultanément, les investissements privés et publics se sont accrus tant en montant absolu qu'en valeur relative par rapport au P.I.B.

I. LA PRODUCTION

La production agricole qui avait décliné en 1969, par suite de conditions climatiques peu favorables et de la mauvaise conjoncture mondiale, a repris en 1970. L'augmentation de la production et la hausse de cours mondiaux de l'huile de palme et du café, qui sont les principaux produits agricoles d'exportation sont à la base de ces nouveaux progrès. La production de maïs et de riz, les cultures maraîchères, la pêche et la production de viande ont connu une progression importante en 1969 et en 1970, mais les produits vivriers destinés au marché intérieur tels que le manioc et les arachides, sont en légère régression.

L'expansion de la production minière, déjà importante en 1969, s'est poursuivie en 1970, elle enregistre un taux d'accroissement de plus de 8 % par rapport à 1969. La production du cuivre, qui représente environ 70 % du total, a progressé de près de 9 %. Les programmes de production prévus par la Gécomines et la Sodimico ainsi que les estimations établies par le Consortium d'exportation du gisement de Tenke portent la production du cuivre à un niveau d'environ 800.000 t.M. par an en 1980. La poursuite de l'expansion minière et par ailleurs repose également sur de nombreux autres projets en cours et sur des prospections systématiques sur l'ensemble du territoire. Il s'agit notamment des projets de production d'aluminium dans le cadre du complexe hydroélectrique d'Inga, de l'usine sidérurgique de Maluku qui pourrait utiliser les minerais de fer du Kasai Occidental ainsi que l'exploitation des hydrocarbures au littoral.

L'industrie manufacturière qui avait subi une certaine régression après la réforme de juin 1967, notamment du fait de l'apparition de la concurrence des

produits importés et de la contraction de revenu réel de la population, a retrouvé en 1969 le niveau d'activité de 1966. En 1970, cette reprise s'est accélérée et élargie à la plupart des branches, atteignant un niveau de 10 % supérieur à celui de l'année 1969. Les boissons, les plastiques, les produits de carrière et le ciment ont enregistré les taux de croissance les plus élevés. Il faut toutefois noter que l'industrie manufacturière traverse encore une période de transition pendant laquelle elle doit se moderniser afin de devenir plus compétitive à l'égard des industries étrangères. Le relèvement des revenus de l'ensemble des travailleurs qui vient d'être décidé ouvre des marchés nouveaux, notamment dans les milieux ruraux. La demande supplémentaire qui sera créée bénéficiera à l'industrie manufacturière dans la mesure où celle-ci disposera de moyens financiers pour se moderniser et se développer.

II. LES FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques en 1970 se caractérise essentiellement par une augmentation générale des recettes et des dépenses de l'Etat.

Les recettes budgétaires se sont élevées à 315,3 millions de zaires contre 269,5 millions de zaires en 1969, soit un accroissement de 17 %. Ce résultat est dû non seulement à l'évolution favorable des cours des principaux produits d'exportation, mais également à la reprise générale des activités économiques qui a permis d'élargir l'assiette fiscale au cours de l'année. Toutefois, au cours des derniers mois de 1970, le fléchissement du cours du cuivre sur les marchés internationaux a entraîné un tassement des recettes en provenance des droits de sortie.

Le niveau global des dépenses publiques a augmenté également en 1970. Cette progression, qui est particulièrement sensible dans le budget ordinaire, s'explique en partie par d'importantes charges exceptionnelles supportées par l'Etat en 1970.

Outre les dépenses inscrites au budget proprement dit, l'Etat réalise également une série d'opérations au moyen de ressources en provenance de l'extérieur, notamment des dons, des prêts intergouvernementaux ou des crédits fournisseurs. Ces opérations sont estimées à 39 millions de zaires pour 1970. Sur ce montant, 20

millions de zaires environ ont été affectés à des projets d'investissements productifs.

Les perspectives de recettes fiscales pour l'année 1971, s'annoncent moins favorables. Le niveau des recettes prévues au budget de l'année 1971 s'élève à 272 millions de zaires; il enregistre le fléchissement du cours du cuivre ainsi que certains accroissements en matière d'impôts indirects décidés par le gouvernement. Le budget ordinaire a été fixé à 218 millions de zaires et le budget d'investissement à 66,9 millions de zaires. Ces prévisions sont fondées sur une stabilisation des dépenses récurrentes de l'Etat au niveau de l'année 1970.

III. LA BALANCE DES PAIEMENTS

Sur base des indications fragmentaires disponibles pour 1970, la balance des paiements relative à l'année 1970 fera apparaître un équilibre global, les dépenses en devises s'étant accrues au même rythme que les recettes.

On se rappellera que les surplus avaient été de 25,4 millions de zaires en 1967, de 24,3 millions de zaires en 1968 et de 27,7 millions en 1969. Le résultat enregistré en 1967 était dû essentiellement à la réduction des importations par suite des restrictions de change appliquées au début de l'année et de l'effet du changement de la parité monétaire au deuxième semestre de l'année. Les années 1968 et 1969, en revanche, ont bénéficié d'une conjoncture exceptionnelle favorable du principal produit d'exportation alors que les dépenses en devises, dans le contexte du régime libéralisé des transactions, se sont accrues régulièrement en fonction de l'accroissement de la demande intérieure.

En 1970, les recettes d'exportation ont atteint le niveau de 400 millions de zaires, s'accroissant ainsi de 18 % par rapport à l'année 1969. L'accroissement le plus important a été enregistré au premier semestre de l'année alors qu'au second semestre le rythme des rentrées en devises a été influencé par la baisse du cours du cuivre. Sur le total des exportations, les produits miniers interviennent pour 70 %. Les exportations de produits agricoles qui avaient fléchi au cours de l'année 1969 ont repris leur expansion et se situent en 1970, à un niveau supérieur à celui de l'année 1968.

La progression des dépenses en devises s'explique essentiellement par l'accroissement des paiements d'importations entraîné par l'expansion de la demande de consommation et d'équipement du pays. En 1970, les importations s'élevaient à 281 millions de zaires soit un accroissement de 25 % par rapport à 1969. Les autres paiements en devises se sont accrus dans une mesure beaucoup plus faible.

Aux opérations financées par les ressources du pays, c'est-à-dire par les ventes directes de devises par les banques congolaises (environ 75 % du total), il faut ajouter les opérations financées par l'aide publique extérieure, les crédits fournisseurs et les capitaux d'investissements privés.

Les excédents successifs de la balance des paiements au cours des années 1967 à 1969, ont permis une accumulation des réserves de change; elles atteignent le montant de 112 millions de zaires au 31 décembre 1970, soit un montant équivalent à celui enregistré au 31 décembre 1969.

Il faut ajouter que le Congo a bénéficié de l'allocation des droits de tirages spéciaux pour 7,6 millions de zaires. La quote-part du Congo au Fonds Monétaire International est passée en novembre 1970, de 90 millions de zaires à 113 millions à la suite de la révision quinquennale de quotas par le Conseil des Gouverneurs.

Enfin, en septembre 1970, le Congo a confirmé officiellement au Fonds Monétaire International la parité du zaire convenue avec lui depuis juin 1967, au taux de "un zaire égale deux dollars des Etats-Unis".

IV. LA MONNAIE ET LE CREDIT

L'ensemble de liquidités monétaires et quasi-monétaires a progressé faiblement en 1970. La progression atteint en effet 10 % contre 11,7 % en 1969 et plus de 20 % en 1968.

Alors que durant les trois années antérieures, l'évolution des liquidités résultait essentiellement de l'accumulation des réserves de change, en 1970, en revanche, c'est le crédit intérieur qui est à l'origine de l'expansion des liquidités.

En effet, les crédits aux entreprises et aux particuliers ont progressé de 50 % en 1970 par rapport à

1969, à la suite des assouplissements apportés par la Banque Nationale à la politique de crédit, notamment en matière de financement des campagnes agricoles et des investissements à moyen terme. De plus, pour accroître les moyens de trésorerie des entreprises, la Banque a supprimé en janvier 1970, l'obligation pour les importateurs de constituer une provision préalable à l'importation.

V. LES PRIX INTERIEURS ET LES REVENUS

Depuis le deuxième semestre de 1968, les prix intérieurs sont demeurés stables, à l'exception toutefois du premier semestre de 1969 au cours duquel des pressions à la hausse sont apparues. Les raisons de cette hausse doivent être trouvées tant dans les relèvements de rémunérations intervenus en janvier 1969, que dans les difficultés d'approvisionnement en produits vivriers résultant, d'une part, de la réduction de la production agricole et, d'autre part, des irrégularités dans les approvisionnements importés auxquelles il faut ajouter l'effet des accroissements des prix dans les pays industrialisés. Entre septembre 1969 et novembre 1970, tous les indices de prix traduisent une stabilisation complète, voire même un léger recul pour les derniers mois de l'année.

Pour la première fois depuis 1960, on a assisté en 1969 et en 1970 à une amélioration sensible des revenus réels des principaux groupes sociaux, notamment des travailleurs contractuels et des agents sous statut de l'Etat. Cette amélioration est plus substantielle qu'il apparaît à première vue en comparant l'évolution du salaire minimum légal et les prix de consommation. En effet, des avantages indirects, contractuels et légaux, sont venus s'ajouter aux salaires en vertu de l'application du Code de travail du 9 août 1967 ou de conventions collectives. En revanche, le revenu des producteurs agricoles indépendants qui s'était amélioré en 1967, après l'ajustement du taux de change et le relèvement des prix d'achat, ne semble pas avoir progressé au cours des deux dernières années.

CONCLUSION

L'année 1970, qui a été marquée par le dixième anniversaire de l'indépendance de la République et le cinquième anniversaire de l'accession au pouvoir du nouveau régime, est une année particulièrement significative pour l'

avenir du pays tant sur le plan politique que sur le plan économique. Sur le plan politique, l'année 1970 est l'année au cours de laquelle le mandat du Chef de l'Etat a été confirmé pour une période de sept ans, et de nouvelles institutions politiques ont été mises en place. Sur le plan économique, le pays a décidé les grandes orientations qu'il entend donner à son développement et s'est fixé de nouveaux objectifs économiques et sociaux.

En abordant cette nouvelle décennie, les autorités du pays sont parfaitement conscientes qu'elles s'engagent dans une phase de développement plus complexe et fondamentalement différente des années qui viennent de s'écouler pour les deux raisons principales suivantes : d'une part, l'économie est entrée maintenant dans un stade de développement marqué par la mise en route d'un ensemble de projets d'investissements publics qui sont susceptibles d'exercer une forte incidence sur la croissance économique potentielle;

d'autre part, le pays est confronté pour des raisons extérieures à une diminution temporaire de ses rentrées en devises et de ses recettes fiscales. Le problème immédiat qu'il aura à résoudre au cours des prochaines années consistera dès lors à maintenir, durant cette période, les conditions générales propices au développement.

Pour maintenir ces conditions, l'Etat établira une coordination et une harmonisation plus rigoureuse de toutes ses actions, notamment en matière d'investissements et il s'efforcera de mobiliser de manière plus intense tous les moyens disponibles sur le plan intérieur et extérieur. Il s'assurera un volume d'aide extérieure régulier et suffisant pour faire face aux dépenses budgétaires et aux importations de biens d'équipements nécessaires à la réalisation des projets envisagés. L'accélération des procédures d'élaboration et d'études des projets à soumettre aux organismes internationaux et la constitution d'un Groupe Consultatif sous les auspices de la BIRD, sont de nature à faciliter l'accomplissement du programme. Simultanément, l'Etat devra faire appel progressivement à l'épargne nationale.

Si les pouvoirs publics consacrent une fraction très importante de leurs ressources à l'infrastructure économique - transport, énergie électrique, industrie de base - c'est parce que ces investissements constituent logiquement l'étape préalable du développement. Cependant, cette infrastructure ne produit pas par elle-même les biens et services que constituent les éléments de base du niveau

de vie. Aussi, faudra-t-il maintenant mettre l'accent sur la mise en place d'une capacité de production qui relève le volume de l'offre de biens et services et le niveau de l'emploi. C'est dans ces domaines que les investissements privés sont appelés à contribuer à la tâche du développement plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent.

Le Congo s'est attaché à réunir les conditions nécessaires à l'entrée de capitaux étrangers, notamment sous forme d'investissements directs, les dispositions établies qui comprennent déjà des incitations fiscales, des garanties de change et des facilités administratives, seront complétées par des mesures financières destinées à créer des possibilités de placement plus diversifiées et plus rémunératrices pour les épargnes intérieures et extérieures. L'épargne nationale est appelée également à participer de manière plus active au financement d'investissements privés productifs.

Ambassade du Congo à Kigali

La situation de la femme rwandaise .

INTRODUCTION

Le Rwanda est un petit pays très peuplé situé au coeur de l'Afrique Centrale; il a comme voisins l'Uganda au Nord, le Burundi au Sud, le Congo-Kinshasa à l'Ouest et la Tanzanie à l'Est.

Il a une superficie de 26.338 km² avec une population de 3.542.360 habitants dont 1.851.270 femmes (estimation de 1968).

Le pays, jadis sous tutelle belge, est indépendant depuis 1962.

Au Rwanda, comme dans tous les pays africains, un des grands problèmes qui se pose au Gouvernement est celui de la promotion de la femme.

Aussi, dès sa fondation, la République Rwandaise se l'est-il fixé comme l'un de ses objectifs principaux, comme l'a déclaré Son Excellence le Président Grégoire

Kayibanda dans son discours du premier juillet 1962 à l'occasion de la proclamation de l'indépendance nationale.

"... La promotion de la femme, l'encadrement de la jeunesse rurale, l'amélioration du niveau de vie de chaque famille, sont des objectifs chers à tous les dirigeants de la République...."

Dans le présent aperçu, nous examinerons les diverses activités entreprises pour la promotion de la femme Rwandaise, les résultats obtenus, ainsi que les perspectives d'avenir.

Mais avant cela, il convient d'examiner le statut de la femme dans le Rwanda traditionnel, l'évolution de la condition féminine sous l'influence du développement socio-économique et des contacts avec des civilisations étrangères. Il nous faudra également définir en quoi consiste le problème de la promotion de la femme au Rwanda.

I. LA PLACE DE LA FEMME RWANDAISE DANS LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE

Au niveau des consciences rwandaises et à travers notre tradition orale, nous percevons une image idéalisée de la femme sous l'aspect de la mère. Ceci veut dire que dans les milieux traditionnels rwandais, la femme a toujours joué un rôle considérable dans l'organisation socio-économique, en tant qu'épouse et mère dans le système familial. En effet, comme dans toutes les communautés africaines, l'organisation de la société globale rwandaise était caractérisée par trois types d'échange fondamentaux :

- échange des biens
- échange des mots
- échange des femmes.

C'est à travers ce triangle d'échanges que la famille clanique remplissait vis-à-vis de ses membres les diverses fonctions économiques, culturelles, de procréation, éducatives, religieuses, récréatives et d'assistance sociale aux malades, aux vieillards, handicapés et orphelins.

Ainsi la famille clanique qui formait une entité économique fixait les normes du groupe, distribuait les rôles entre ses membres et assurait le contrôle social, la défense des valeurs et des intérêts vitaux de toute la communauté.

L'organisation politique, qui n'était point dissociée du socio-économique, était basée sur la division du travail social compatible avec une économie de type traditionnel, caractérisée par de petites exploitations agricoles familiales et par des échanges au troc.

La place de l'individu dans la vie sociale et familiale était principalement déterminée par son sexe et par son âge; car dans cette société patriarcale traditionnelle, les êtres étaient en quelque sorte hiérarchisés selon les âges et les sexes : c'était la prépondérance des mâles et des vieillards, des "sages".

Ainsi l'homme et la femme avaient des occupations bien distinctes, mais alors complémentaires, conformément à la nature et à la physiologie de chacun. Voyons quelques détails à ce propos :

a) Sur le plan économique

L'homme s'occupait des gros travaux exigeant beaucoup de forces musculaires, comme l'abattage des arbres, le défrichage des forêts, la construction des maisons, la chasse, la garde du bétail dans les pâtures, et la guerre, tandis que la femme faisait tous les travaux d'entretien.

Elle cumulait les tâches domestiques et les travaux d'agriculture comme le labour, les semailles, le sarclage, la récolte, l'emmagasinage et la gestion des produits agricoles; c'était à elle de chercher du bois, de puiser de l'eau à la source parfois lointaine, de servir son mari et de prodiguer les soins nécessaires aux enfants. Toute la famille vivait grâce à sa sagesse et à son attachement à la vie. Elle a toujours été celle qui donne et qui sauve la vie du monde qui l'entoure.

Traditionnellement, la femme idéale était donc une épouse féconde, soumise à son mari et contribuant par ses activités à la prospérité du foyer et du clan. Nous voyons donc que dans le Rwanda traditionnel, on ne peut parler d'infériorité de la femme dans le domaine du travail et de la production économique; au contraire! La femme comme l'homme avait un statut social bien déterminé lui conférant un rôle familial et socio-économique bien précis et de grande importance : chacun des conjoints avait une relative indépendance économique et ils collaboraient très étroitement pour assurer la subsistance de leur famille.

b) Dans la vie politique et religieuse

C'était l'affaire de l'homme d'aller à la guerre, de s'occuper des relations extérieures pour sa famille, notamment avec les autorités publiques, les notables du village et les étrangers, faire les corvées pour les seigneurs féodaux ou les colons.

L'homme était donc responsable de la vie publique (administration, gestion du patrimoine clanique et social); c'est également à lui que revenait l'accomplissement des rites religieux, offrandes à l'Imana et aux ancêtres.

La femme était consacrée reine du foyer et ne devait pas se mêler des affaires publiques, sauf indirectement et d'une manière très effacée. Il était cependant une catégorie de femmes répondant à des critères bien définis qui étaient appelées à participer à tous les rites sacrés et à gouverner le pays ou alors à remplir le rôle de conseillère, mais c'était plutôt des cas exceptionnels.

c) Au point de vue de l'éducation des enfants

C'est la mère qui s'occupait de l'éducation de tous les enfants en bas âge; mais à l'adolescence, le père prenait en charge l'éducation de ses fils tandis que la mère se penchait plus spécialement sur l'éducation des jeunes filles. Ainsi, le jeune homme était, dès l'âge le plus tendre, initié au métier de son père et les jeunes filles étaient soigneusement préparées à leur futur rôle de mère et de maîtresse de maison.

Cette éducation des jeunes était généralement centrée sur la transmission orale des traditions, des divers symboles culturels et sur l'étude des arts et métiers. La famille était alors une véritable école traditionnelle assez complète et bien adaptée aux exigences de la vie quotidienne.

Mais il est à noter que le père et la mère n'étaient pas seuls pour éduquer leurs enfants; c'était aussi l'affaire de tous les membres de la famille élargie de veiller sur l'éducation des jeunes générations: les grands frères, les oncles et les cousins participaient à l'initiation des jeunes gens à la vie d'adultes, tandis que les tantes, les cousines et les grandes sœurs aidaient la jeune fille à se préparer à sa future vie de femme. C'était par l'ensemble des oncles, des tantes, des cousins, des cousines, et auprès des sœurs

et des frères aînés, que les adolescents recevaient leur éducation sexuelle qui ne pouvait leur être dispensée par leurs parents suivant la coutume.

Il convient également de souligner la vie des groupes d'âges dans les milieux traditionnels. Il s'y développait une solidarité et une fraternité très importantes, surtout au point de vue de l'éducation et des loisirs des jeunes.

Conclusion

Le Rwanda traditionnel avait donc une conception prestigieuse du rôle familial et domestique de la femme. Mais au niveau de la vie publique coutumière, la femme rwandaise occupait une place de peu d'importance; car, sans la brimer, on lui confiait tous les travaux domestiques, les soins aux enfants et la culture des champs, ce qui impliquait qu'elle devait se tenir à l'écart de la vie publique, étant donné la multiplicité et la permanence de toutes ces tâches.

Cependant, cette figure féminine que nous venons d'observer a subi une certaine transformation avec la colonisation et tout ce qu'elle a entraîné derrière elle: économie monétaire, travail salarié, urbanisation, socialisation, contacts avec des civilisations étrangères, etc.

Cela a fortement influencé l'évolution de la condition sociale et humaine des Banyarwanda; plus particulièrement, l'harmonie et l'équilibre qui régnaient dans les structures claniques, ainsi que les sérieux de collaboration entre les sexes ont été sérieusement perturbés, le problème de la promotion de la femme a surgi, ou plutôt, a pris de l'ampleur et des dimensions nouvelles.

Voyons maintenant en quoi cela consiste.

II. LA SITUATION DE LA FEMME RWANDAISE DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE

Comme nous venons de le voir, l'homme et la femme avaient chacun un statut bien déterminé dans la société traditionnelle. Leurs rôles étaient très distincts, mais complémentaires.

Il y avait certes, quelques coutumes nettement défavorables aux femmes dans les domaines juridique et politique notamment. Mais comme l'éducation des jeunes générations était organisée en fonction de ces

structures et de la nécessité absolue pour chaque individu de s'intégrer, de se conformer aux normes du groupe (comme dans toutes les sociétés traditionnelles), il y avait équilibre, stabilité et harmonie dans les structures familiales et dans la dynamique sociale.

La situation coloniale et l'évolution du pays ont, dans de nombreux cas, renversé cette situation et la position sociale de la femme a été quelque peu ébranlée. Plus précisément, le modèle de collaboration complémentaire entre l'homme et la femme a été perturbé, car il s'est créé entre l'homme et la femme un fossé au niveau de l'éducation et de l'échelle des valeurs qui en découle.

Cela est à l'origine de certains complexes d'infériorité ou de supériorité qui sapent l'entente et l'harmonie au sein de certaines familles rwandaises actuelles. Cela est également un frein au développement socio-économique du pays, dans une certaine mesure.

En effet, les colonisateurs ont introduit dans le pays un nouveau système d'éducation par l'école. Mais ils se sont surtout attachés à l'instruction des garçons, car cela leur suffisait pour établir et défendre leurs intérêts à la colonie, d'une part; et, d'autre part, cette situation leur semblait, tout à fait normale dans la mesure où elle reflétait celle qu'ils connaissaient dans leurs propres pays où la "femme au foyer" n'avait pas encore de possibilité de faire des études poussées et d'assumer des responsabilités importantes dans la vie publique.

Ainsi l'instruction des jeunes filles a été beaucoup plus tardive et moins poussée que celle des garçons et la femme rwandaise n'a été touchée que superficiellement par le processus d'acclimaturation. Par ce fait même, elle est restée plus attachée aux coutumes et traditions ancestrales et n'a pu profiter davantage des courants d'idées et des techniques modernes. Par contre, l'homme a pu plus ou moins se dégager de la contrainte sociale des milieux traditionnels et adopter des manières de vivre beaucoup plus modernes, grâce à ses multiples contacts avec des cultures différentes de la sienne (études et voyages à l'étranger, travail avec des étrangers, etc...)

Il convient cependant de souligner que le nombre de Banyarwanda ayant pu entrer en contact avec d'autres

cultures est malgré tout fort limité. Mais il est important de noter que c'est surtout des hommes qui ont eu l'occasion de faire des études poussées, de voyager à l'étranger ou de travailler avec des étrangers sont et que les Rwandaises qui ont eu ce privilège sont trop peu nombreuses comme nous le verrons plus loin.

Ce fait est d'autant plus important et significatif que c'est surtout ces hommes-là (et non pas ces femmes-là!) qui dirigent actuellement le pays et qui exercent une influence déterminante sur les diverses couches de la population en tant que dirigeants, cadres techniques, etc...

En effet, comme nous le verrons dans le chapitre IV c'est seulement les hommes qui détiennent les postes stratégiques dans les secteurs qui influencent le plus le progrès et qui jouent un rôle décisif dans le développement national.

On peut dire que le problème de la promotion de la femme Rwandaise consiste à réduire au minimum l'écart ainsi créé entre les hommes et les femmes dans le domaine de l'instruction et dans les divers secteurs de la vie publique. Mais la situation coloniale n'est pas seule responsable de ce retard de la femme Rwandaise. Il faut également souligner le poids des coutumes et des traditions, c'est-à-dire le rôle de la mentalité traditionnelle dans l'évolution du statut de la femme. En effet, le fait que dans le Rwanda ancien la femme n'avait pratiquement pas de rôle à jouer dans la vie publique a fortement influencé la conception du rôle de la femme dans la société moderne et notamment au point de vue de la participation à la vie économique et politique.

Nous pouvons donc dire que le problème de la femme Rwandaise se traduit par la nécessité de transformer les structures sociales et les mentalités de façon que la population féminine soit à même d'assumer dignement les responsabilités que la société est en droit de lui confier ou d'exiger d'elle. Mais il convient de distinguer le cas des femmes analphabètes et le cas de celles qui ont pu acquérir un certain bagage intellectuel.

- 1) La femme sans formation scolaire : on doit étudier le problème de son intégration dans la vie socio-économique moderne en l'aidant à acquérir une formation de base lui permettant de jouer véritablement son rôle

dans le développement national.

Mais pour qu'un tel programme soit réalisé, il faut d'abord une sérieuse transformation des mentalités tant chez les hommes que chez les femmes. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, la division du travail (en milieu rural surtout) est encore caractérisée par la ségrégation des rôles selon le sexe. La conséquence de cela, c'est que les femmes travaillaient beaucoup plus que les hommes. Ceux-ci travaillaient de temps en temps, tandis que les autres sont occupées en permanence, et elles ne peuvent que rarement se libérer pour des loisirs, pour suivre des cours organisés en leur faveur dans les divers centres d'animation rurale et d'éducation populaire.

Il faut donc inviter l'homme à travailler davantage et à aider sa compagne d'une façon plus régulière. Cela suppose que l'on admette une relative indifférenciation des tâches dans la vie courante, par exemple que l'on ne trouve pas "amoindrisant" pour un homme de soigner un bébé ou de participer à des travaux dits "féminins", etc... Ce climat ne peut être créé du jour au lendemain; il faut mener une action éducative de longue haleine, soutenue par les efforts de compréhension de toute la société et de chaque individu en particulier. Dans ces conditions, l'homme et la femme pourront lutter ensemble contre la pauvreté, améliorer leur standing de vie et assurer à leur progéniture des jours heureux.

a) Cependant, les femmes n'ayant pas bénéficié d'une formation scolaire ne vivent pas toutes dans des conditions identiques. Il y a une différence entre celles des milieux ruraux et celles des milieux urbains.

Les premières, en tant qu'agricultures sont plus ou moins intégrées dans le système de production et jouissent d'une certaine indépendance économique, car c'est elles qui décident de l'utilisation de leurs récoltes, généralement destinées à assurer la subsistance de la famille ou à être vendues en cas d'excédents.

b) Pour les secondes, les citadines, l'entrée dans le circuit monétaire a modifié beaucoup de choses. La division traditionnelle du travail n'a plus la même signification en ville, où la femme ne peut plus cultiver la terre ou exercer une activité rémunérée. Sur le plan économique, cette épouse urbaine dépend complètement de son mari qui lui donne une partie de son sa-

laire, souvent au compte-gouttes... Elle vit un peu en marge de la vie socio-économique du pays, car elle se trouve dépossédée du rôle qui lui donnait un statut bien défini (son rôle économique); ce qui modifie profondément sa condition.

Cependant, elle est avantagée par rapport à la femme rurale qui ne peut profiter des infrastructures et de tous les avantages que l'on ne trouve qu'en ville pour le moment (eau, électricité, marché des biens...). En effet, la ville, au Rwanda comme ailleurs, est un moyen d'accélérer l'aculturation. Donc, la citadine se détache plus facilement du contrôle familial et de certaines normes et valeurs traditionnelles régissant les relations sociales et familiales en milieu traditionnel.

Dégaçée de tous ces liens, la citadine en quête de nouvelles règles de vie et d'un équilibre nouveau devient plus ouverte aux idées modernes que sa compagne du milieu rural.

2) Quant aux femmes instruites plus conscientes de leur rôle et de la transformation à opérer dans les moeurs pour faire monter la grande masse des femmes sans instructions, disons d'abord qu'elles sont très peu nombreuses. L'élite intellectuelle féminine est encore tellement réduite qu'elle ne peut assumer convenablement ses responsabilités envers la nation. Elle n'est pas encore suffisamment armée pour se charger de la défense des droits de la femme, et pour engager un dialogue sérieux avec l'élite intellectuelle masculine en vue de chercher ensemble des solutions appropriées aux nombreux problèmes sociaux et familiaux d'aujourd'hui.

Cet écart de niveaux intellectuels entre les Rwandais et les Rwandaises est en quelque sorte un frein au progrès du pays, car il y a des secteurs de la vie sociale où l'absence de femmes capables est lourdement ressentie. C'est le cas de l'enseignement secondaire féminin et d'autres activités politiques et économiques, notamment au niveau de la prise de décision pour les équipements sociaux et communautaires.

Malgré leur petit nombre, les femmes instruites font de leur mieux pour participer à la vie sociale et au développement du pays, grâce à leurs diverses activités dans les domaines de la santé publique, de l'enseignement, de l'administration, etc...

Cependant, il est à regretter qu'à l'heure même où la femme parvient progressivement à une formation, à une instruction sociale et à des postes de responsabilités dans la vie sociale, certains donnent encore l'impression de lui faire grâce, alors que ses conditions d'épanouissement sont en vérité un droit légitime. Bien des difficultés viennent sans doute d'une incompréhension de certains termes à la mode (égalité de l'homme et de la femme, liberté, émancipation...) qui font apparaître autant de faux problèmes et qui rendent difficile l'intégration des femmes instruites dans la vie sociale active.

Conclusion

On peut dire que la femme Rwandaise est en train de hâter sa promotion grâce aux offensives qu'elle mène actuellement sur trois terrains :

- l'éducation
- le travail salarié en dehors du foyer
- le droit.

L'instruction est la première forme de libération de la femme, l'exercice d'une activité professionnelle est une forme d'affirmation de la femme. Mais des dispositions légales sont nécessaires pour garantir l'égalité entre hommes et femmes dans le domaine de l'éducation, du travail et de la participation à la vie publique. Ce mouvement en vue de l'émancipation de la femme Rwandaise est inévitable et irréversible. En effet, ces transformations sociales qui se sont produites part des pays à modifier le statut de la femme et à opérer sa libération. Le Rwanda, n'échappant pas à ces chocs psychologiques et sociaux, doit aussi élaborer des lois et lancer des programmes d'action éducative en faveur des femmes. Mais c'est surtout par ces dernières que toute action portera des fruits si il leur vient d'avoir le courage de passer d'un monde de conventions et de tabous traditionnels à un monde moderne de liberté.

III. LES MOYENS DONT DISPOSE LA FEMME RWANDAISE POUR SE PREPARER A MEUX REMPLIR SES RESPONSABILITES SOCIALES

Depuis l'indépendance du pays, les dirigeants Rwandais ont mis en place certaines structures destinées à sortir les femmes de l'ignorance pour en faire des citoyennes à part entière, conscientes du rôle irrem-

placable qu'elles ont à jouer dans le développement socio-économique de leur pays.

Il faudrait que toutes leurs qualités et capacités latentes puissent être mises à la disposition de la société dans tous les domaines de la vie sociale, politique, économique, culturelle, religieuse... et à tous les échelons!... Autrement dit, les Autorités Rwandaises se sont engagées à mobiliser tous les moyens disponibles pour abolir toute discrimination basée sur le sexe et pour donner aux femmes les possibilités de participer effectivement à tous les secteurs et à tous les niveaux de la vie publique du pays.

Jusqu'à présent, plusieurs programmes d'action ont été lancés, mais il reste encore beaucoup à faire comme nous le verrons dans les paragraphes qui suivent.

1. L'enseignement féminin au Rwanda

L'importance de la scolarisation des filles n'est plus à démontrer. L'enseignement permet tout d'abord l'acquisition d'une culture c'est-à-dire des symboles et des valeurs qui guident la communication sociale et l'interprétation réelle dans un milieu donné. Ensuite, il prépare à la vie active et au rôle social de l'individu.

Aujourd'hui, l'école est une technique de changement social. Destinée qu'elle était jadis à préserver des privilèges de certaines classes sociales, elle est devenue actuellement une perspective ouverte pour la mobilité individuelle et collective. L'école infuse l'esprit d'innovation et de création dans ceux qui se laissent instruire et a des répercussions sur leur vie sociale future.

C'est pour cela qu'il convient d'insister sur l'importance primordiale de la scolarisation des jeunes filles dans la promotion sociale et humaine de la femme Rwandaise. C'est grâce à une formation technique et humaine assez poussée qu'elle pourra jouer pleinement de ses droits et participer plus efficacement à la vie sociale du pays dans ses aspects divers.

Mais voyons d'abord en chiffres la situation de l'enseignement féminin au Rwanda. A la fin de l'année scolaire 1968-1969, le Ministère de l'Education Nationale publiait les statistiques suivantes :

Tableau I

Effectifs scolaires primaires répartis par sexe et par année d'étude

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
					Garçons				
71483	48171	36502	29426	21864	19573	-	-	-	-
				filles					
56727	37939	27785	22019	13024	8586	14891	566	202	
128210	86110	64287	51545	34888	28159	14891	566	202	

Total Garçons et filles en %

Garçons	227019	57,7
filles	167080	42,3
Total	394099	100,0

Tableau II

Effectifs scolaires de l'enseignement secondaire répartis par sexe et par année d'étude

Années d'étude	Garçons	Filles	Total
7	509	-	509
6-1	1.364	880	2.244
5-2	1.415	679	2.094
4-3	875	412	1.287
3-4	881	532	1.413
2-5	870	369	1.239
1-6	404	46	450
7	60	36	96
Total	6.378	2.954	9.332
%	68,3	31,7	100

Tableau III

Effectifs scolaires de l'enseignement secondaire répartis par sexe et par type d'enseignement

Années d'étude	Enseignement Général		Moyen (Humanités)	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
7	-	-	509	-
6-1	859	791	290	57
5-2	857	603	305	18
4-3	554	412	270	-
3-4	-	-	528	53
2-5	-	-	467	38
1-6	-	-	273	7
7	-	-	-	-
Total	2.280	1.806	2.642	173
%	55,8	44,1	93,9	6,1

Années d'étude	Enseignement technique, profos. artisanal		Enseignement Normal	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
7	-	-	-	-
6-1	170	-	45	32
5-2	115	-	128	58
4-3	51	-	-	-
3-4	106	240	247	239
2-5	101	165	309	166
1-6	73	28	58	11
7	36	21	24	15
Total	652	454	804	521
%	59	41	60,7	39,3

Tableau IV

Evolution de la population scolaire secondaire relevée par sexe et par type d'enseignement

Années sc.	Cycle d'orientation	Enseignement moyen (humanités)	
	Garçons	Filles	
1965-66	2.277	1.557	2.072
1966-67	2.282	1.650	2.180
1967-68	2.241	1.673	2.424
1968-69	2.280	1.807	2.642
			55
			87
			128
			173
Années sc.	Enseignement normal	Enseignement prof. technique-artisanal	
	Garçons	Filles	
1965-66	992	260	484
1966-67	835	284	597
1967-68	927	309	603
1968-69	804	454	652
			588
			600
			537
			521

Tableau V

Effectifs scolaires de l'enseignement supérieur et universitaire répartis par sexe et par niveau

Sexe	Etudes supérieures	Etudes univers.
Garçons	232	304
Filles	10	9

Conclusion

Il est heureux de voir que depuis 1965, le nombre de filles dans l'enseignement a fortement augmenté. Si cette augmentation a été moins sensible dans l'enseignement secondaire et supérieur, c'est à cause du manque de locaux et d'un personnel enseignant suffisamment qualifié. Mais il semble que des mesures plus radicales auraient dû être prises pour augmenter le nombre de filles dans les humanités, comme par exemple la création des écoles mixtes, etc...

Par ailleurs, il faut faire la distinction entre l'amélioration qualitative et l'amélioration quantitative de l'enseignement féminin. Il semble que l'augmentation quantitative n'ait pas entraîné une amélioration qualitative,

tive, surtout dans l'enseignement primaire et dans le cycle secondaire d'orientation appelé tronc commun. Cet enseignement n'est pas adapté aux besoins actuels de la jeunesse du pays. Il est quelque peu disfonctionnel.

Il est cependant clair qu'il reste encore beaucoup à faire pour que chaque femme Rwandaise puisse bénéficier de l'instruction nécessaire lui permettant de se mettre à la hauteur des responsabilités que la nation est en droit d'exiger d'elle. En effet, d'après les chiffres que nous venons de voir, c'est toujours une minorité de filles qui fréquentent les établissements scolaires du pays :

- Dans l'enseignement primaire les effectifs féminins s'élèvent à 167.080. Si on considère que la population féminine âgée de 6 à 14 ans est estimée (en 1968) à 715.318, on voit qu'en fait l'enseignement primaire accueille environ 1/4 des effectifs féminins scolarisables.

- Dans l'enseignement secondaire, les effectifs féminins s'élèvent à 2.954, soit environ 1/90 de la population féminine totale âgée de 14 à 20 ans estimée à 253.617 en 1968.

- Dans l'enseignement supérieur et universitaire les 19 filles inscrites au cours de l'année 1968-69 représentent environ 1/6000 de la population féminine totale âgée de 19 à 24 ans estimée à 113.924 en 1968.

La faiblesse du revenu national ne permet pas de donner l'instruction à tous les enfants et jeunes qui le désirent. Pour combler cette lacune, des services d'éducation des adultes sont installés dans le pays. Nous allons voir ci-après les efforts tentés pour remettre à la population Rwandaise d'apaiser sa soif de savoir davantage et de combattre ainsi l'ignorance et la misère qui handicapent le progrès.

2. L'éducation des adultes au Rwanda

Cet enseignement extra-scolaire est destiné aux hommes et aux femmes qui n'ont pas eu la possibilité d'aller à l'école. Il est organisé tant par les autorités publiques que par des organismes privés. L'éducation des adultes est assurée par le Ministère de la Famille et du Développement Communautaire : élaboration des programmes, organisation, coordination et supervision. Certains de ces centres de formation extra-scolaire sont mixtes. Mais nous nous attarderons plus aux services organisés spécialement en faveur des femmes Rwandaises.

a) Action sociale pour la promotion de la femme Rwandaise

Jusqu'à présent, le service social rwandais est principalement axé sur la promotion de la femme. Cela s'explique par le retard qu'accuse la femme dans le domaine de l'instruction comme nous venons de le voir. Avant les années 1960, il existait très peu d'écoles primaires pour filles, encore moins d'écoles secondaires. Ce qui donnait à la femme Rwandaise très peu de possibilités d'acquérir une formation, d'exercer une profession et, d'une manière générale, d'occuper un emploi rémunéré, puisque même le personnel domestique était recruté parmi les hommes.

Si tôt l'indépendance nationale acquise et les systèmes colonial et féodal abolis, des mesures ont été prises pour associer la population féminine aux efforts de développement de la nation.

C'est ainsi qu'en 1961, le Gouvernement rwandais définit les grands principes qui devaient animer le service social au Rwanda : il fallait que cette action d'animation rurale mobilise les forces rurales pour qu'elles prennent conscience de leurs besoins et de leurs responsabilités et que le rôle prépondérant de la femme dans le développement national soit partout reconnu, et que donc l'action sociale s'occupe, avant tout de la femme pour la faire progresser et l'aider à mieux assumer ses responsabilités vis-à-vis de la Nation.

La promotion de la femme était alors entendue comme la reconnaissance de sa dignité humaine, de ses droits et devoirs, dans les principes comme dans les faits, conformément à l'évolution économique et socioculturelle de son pays.

Pour ce faire, la société doit d'abord reconnaître à la femme ce droit primordial et valoriser le rôle de la femme au sein de la famille et de la société. Il faut que cette dernière lui donne des moyens adéquats et des conditions favorables pour jouer véritablement son rôle familial et social et pour s'adapter à la vie sociale moderne.

Il faut avant tout donner à la femme une éducation humaine, intellectuelle et technique, suffisante et se s'épanouir librement et également les personnalités de l'homme et de la femme, suivant la nature et la ca-

pacité de chacun, sans brimade ni pour l'un ni pour l'autre.

Depuis 1961 donc, des centres sociaux appelés foyers sociaux ont été créés partout dans le pays pour dispenser une éducation de base à la population féminine rurale et urbaine qui avait été privée de l'instruction par les colonisateurs.

L'action des foyers sociaux a pour but d'aider les femmes, des milieux ruraux surtout, à améliorer leurs conditions de vie de chaque jour et à prendre conscience de l'importance de leur rôle en tant que citoyennes et productrices et en tant que mères et éducatrices des enfants et du peuple.

A ce sujet, un enseignement pratique et théorique leur est dispensé : cours de cuisine, de couture-vêtement, jardinage, entretien de la maison, soins aux enfants, bricolage... Tout cela étant complété par des causeries éducatives sur la puériculture, l'hygiène, l'anatomie et la physiologie, la psychologie, le civisme, la morale familiale, etc. La lecture et l'écriture sont également enseignées à celles qui le désirent.

Les structures de cette action sociale en faveur de la femme Rwandaise sont basées sur les circonscriptions administratives; et le pays est divisé en 10 préfectures et en 141 communes :

- 1) Dans chaque commune, il y a de 1 à 3 foyers sociaux animés par deux monitrices sociales communales : jeunes filles ou femmes ayant fait l'école primaire plus une ou deux années d'études post-primaires, plus 6 mois de formation sociale accélérée. C'est dans les foyers sociaux communaux que l'enseignement théorique et pratique est donné aux femmes et aux jeunes filles des milieux ruraux qui éprouvent ce besoin de savoir d'avantage pour une meilleure insertion dans la vie sociale de leur pays. C'est de là que l'action de base pour la promotion de la femme rayonne et atteint les femmes de tous les milieux et de toutes les conditions sociales.

- 2) Le secteur social : comprend les foyers sociaux de deux ou quatre communes. Deux assistantes sociales auxiliaires (de 2 à 5 ans d'études sociales secondaires) sont chargées de coordonner et de superviser toutes les activités des foyers sociaux compris dans un secteur. Elles s'occupent également de l'organisation des réunions de population dans les communes et des problèmes

de collaboration entre le service social et les autres cadres du secteur : agronomes, services médicaux, administratifs, organismes privés, etc...

3) Dans chaque préfecture : il y a un foyer social qui est un centre préfectoral de développement communautaire. Ce centre a pour mission :

- la supervision de tous les foyers communaux et des centres de secteurs compris dans la préfecture;
- la répartition du matériel didactique;
- l'organisation des sessions de recyclage pour les monitrices sociales communales;
- les rapports avec le ministère de la famille et du développement communautaire et avec les autorités préfectorales.

Ce centre est dirigé par une équipe de 3 ou 4 assistantes sociales (de 5 à 7 ans de formation sociale).

4) A l'échelon national : le bureau de l'Action Sociale pour la Promotion de la Femme Rwandaise, rattaché au Ministère de la Famille et du Développement Communautaire, est chargé de coordonner et de :

- superviser le travail des centres sociaux de préfectures au point de vue du programme des activités et de la comptabilité;
- rassembler et distribuer le matériel didactique pour les foyers sociaux;
- coordonner et rassembler toute la documentation relative au problème féminin au Rwanda;
- assurer les contacts avec les organisations féminines internationales et des autres pays.

Nous avons au total (31 décembre 1969)

- 363 foyers sociaux dont 10 relèvent de l'initiative privée.
- 36 centres sociaux de secteur.
- 10 centres sociaux de préfecture.
- 1 Bureau national de l'action sociale pour la promotion de la femme.

Le Personnel engagé dans ce service social féminin : s'élève à 750 personnes environ dont :

- 130 unités pour l'encadrement (coordination, administration, inspection, supervision) des services, et
- 620 unités pour le travail de base auprès de la population dans les foyers communaux et privés.

Mais il y a en plus de celles-ci quelques femmes et jeunes filles qui oeuvrent dans leur milieu respectif à titre bénévole. Leur nombre n'a pas encore été évalué.

Quant aux inscriptions dans les foyers sociaux, on enregistre en moyenne 55.000 personnes inscrites chaque année dans tous les foyers sociaux du pays, y compris les privés. Et plus précisément il y a environ 12.000 femmes mariées et 43.000 jeunes filles âgées de 13 ans et plus qui profitent de l'enseignement des foyers sociaux. Ce nombre de femmes et de jeunes filles représente les foyers représentés à peu près 4 % de la population féminine totale âgée de 13 à 40 ans.

Ces chiffres d'inscription semblent inquiétants si on songe que ce programme avait été initialement conçu pour les femmes adultes, et que l'on constate la faible fréquentation de ces dernières et la grande proportion des jeunes filles fréquentant les foyers. Cela est sans doute une question de programme et de méthodologie. Il s'avère en tout cas nécessaire de repenser sérieusement ce problème, soit en cherchant des moyens pour intéresser davantage les femmes adultes, soit en adaptant ce programme à l'auditoire des jeunes désœuvrées. Il est également nécessaire dans les foyers sociaux de souligner davantage le rôle de la femme dans le développement national au lieu de se limiter à des problèmes familiaux. Les deux sont très importants.

b) Educateur par la radio

La Radio Nationale réserve chaque jour une émission d'une demi-heure pour l'éducation et l'information de la femme.

Ces émissions portent sur des sujets divers tels que la puériculture, l'agriculture et le jardinage, la psychologie, la condition de la femme, des nouvelles de femmes des autres pays, le civisme, la cuisine, l'entretien de la maison, la couture, l'éducation des enfants, etc. Le programme de ces émissions est pensé en fonction des occupations de la femme dans le courant de la journée et des heures de sa présence à la maison. Cependant, son influence est assez limitée car très peu de Rwandaises sont en mesure de posséder ou d'emprunter un poste de radio.

c) Les services d'éducation sanitaire et nutritionnelle. Outre l'action des foyers sociaux dans ce domaine, l'

éducation sanitaire et nutritionnelle est donnée conjointement par les services médicaux et les centres nutritionnels.

- Les services médicaux. Il existe au Rwanda une vingtaine d'hôpitaux et une centaine de dispensaires. Ces institutions médicales organisent dans le cadre de la médecine préventive, des consultations prénatales et de nourrissons. Il existe également des maternités annexées à ces hôpitaux et à la plupart des dispensaires.

- Dans tous ces centres, des conseils et des causeries sont donnés aux femmes qui se présentent dans le cadre de la protection maternelle et infantile.

- Les centres nutritionnels. Dans le domaine de l'éducation nutritionnelle, des organismes privés, généralement des religieux, créent çà et là dans le pays des centres nutritionnels dont l'action est maintenant fort appréciée par les populations bénéficiaires.

Le premier centre de ce genre a été ouvert dans le nord du pays en 1963. Actuellement, il y a 33 centres nutritionnels dans tout le pays. Les enfants inscrits dans ces centres atteignent la moyenne de 20.000 par an.

Les personnes qui créent des centres nutritionnels sont entièrement responsables. Elles sont aidées par des organismes caritatifs nationaux et internationaux pour le fonds de roulement ou autres frais de fonctionnement. Cependant, les ministères ayant la santé publique et les affaires sociales dans leurs attributions interviennent en ce qui concerne le personnel médical et social de ces centres.

En quoi consiste le travail des centres nutritionnels?

Ce sont des services médico-sociaux ayant pour but les consultations des nourrissons, les consultations maternelles (prénatales et postnatales), les vaccinations, la prévention du kwashiorkor et des marasmes par l'éducation sanitaire des parents (mères et pères).

Le centre nutritionnel est avant tout une école pour les parents : il assure le traitement détecté-que des maladies de malnutrition en enseignant et en aidant les parents à donner chez eux, chaque jour, les aliments nécessaires qualitativement et quanti-

tativement pour soulager les carences alimentaires et protéger de ces maladies les autres enfants de la famille.

En effet, il a été constaté que dans la plupart des cas, la malnutrition est causée par un manque de connaissance des parents concernant les besoins alimentaires indispensables à la croissance des enfants. Ainsi, la guérison des enfants dépendra de la compréhension et des efforts des parents soutenus par des conseils appropriés du personnel des centres nutritionnels.

Dans ces centres, l'enseignement est à la fois individuel et collectif. Les monitrices s'adressent d'abord à des groupes de parents; ensuite la mère ou les deux ensemble sont consultés à part pour le cas particulier de leur enfant, ceci pour promouvoir chez les parents une réelle prise en charge de la santé des enfants.

Les parents reçoivent des cours chaque jour, jusqu'à ce qu'ils aient rétabli le bien-être de leurs enfants :

- cours pratiques de cuisine avec aliments disponibles en la saison;
 - cours théoriques adaptés aux parents illettrés sur la valeur des aliments traditionnels et sur les besoins alimentaires des enfants selon l'âge;
 - cours d'hygiène, prévention des maladies, etc...
- Cette expérience s'avère très positive et très intéressante dans la phase actuelle du développement du pays. Il reste à mettre des structures en place pour son extension dans tous les coins du pays, pour l'organisation, la coordination et la supervision de cette grande entreprise.

1) Associations féminines rwandaises

Les femmes Rwandaises, convaincues que l'"union fait la force" et que "du choc des idées jaillit la lumière", ont commencé à se grouper en associations surtout depuis les cinq dernières années pour être plus à même de défendre leurs intérêts et de remplir efficacement les rôles multiples que la société souhaite les voir jouer. En effet, les associations féminines sont des instruments indispensables et efficaces dans la lutte pour l'émancipation de la femme car, bien organisées et bien soutenues, elles pourraient faire beaucoup de bien pour les femmes en tant que groupe de pression.

auprès des autorités et en tant que centre de liaison et d'entraide pour les femmes des divers milieux socio-culturels.

Il est à remarquer que cette prise de conscience des femmes devient plus grande au fur et à mesure que les contacts avec les associations féminines des autres pays se multiplient. On peut donc affirmer que la foi en la fraternité humaine et en la solidarité des femmes du monde entier constitue en quelque sorte des garanties réelles pour faire aboutir toute entreprise en faveur de la paix et de l'égalité entre les hommes.

Actuellement, il existe trois associations féminines mais qui ne sont pas encore fédérées ou confédérées en organisation nationale unique.

1. L'APAFER: association pour l'assistance à la femme et à l'enfant Rwandais. C'est la plus ancienne des organisations féminines rwandaises, mais il faut reconnaître que son influence dans les milieux féminins a toujours été beaucoup trop limitée et qu'elle ne touche donc qu'une population fort restreinte.

2. L'AUFER: association de la jeunesse féminine rwandaise. Elle veut regrouper toute la jeunesse féminine du pays en vue d'aider celle-ci à s'affirmer et à acquérir sa vraie place dans la société moderne.

L'Ajefer oeuvre à la fois dans les milieux étudiants et professionnels sans distinction de race, de religion ou d'idéologie. Elle compte déjà des centaines de membres, elle rayonne dans tous les milieux de la jeunesse féminine au moyen de petits clubs locaux qui travaillent à la base, sous la supervision et la coordination d'un secrétariat national représentatif de toute la jeunesse féminine rwandaise.

L'Ajefer publie mensuellement une petite revue appelée "Jeunesse Nouvelle" qui est l'organe de liaison et d'expression de ses membres et amis.

3. L'APROFER: association pour le progrès de la femme Rwandaise. Elle a pour but d'aider la femme à mieux s'intégrer dans la vie sociale moderne par une participation plus effective et plus efficace dans le développement national.

L'Aprofer veut donc mobiliser toutes les Rwandaises pour qu'elles puissent travailler activement à leur

promotion et à la construction de leur pays. Cette organisation existe depuis 3 ans environ et compte une cinquantaine de membres résidant tous à Kigali, la capitale, et ses faubourgs. Mais l'un de ses principaux objectifs est d'étendre son action dans tous les coins du pays et de se rallier le plus de femmes possible pour que celles-ci puissent lutter ensemble contre les vieilles traditions et coutumes qui handicapaient leur progrès et l'épanouissement de leur personnalité.

L'Aprofer accueille les femmes de tous les milieux et de toutes les conditions, sans distinction de race, de religion ou d'idéologie. Ses principaux objectifs sont :

1) Aider les femmes des divers milieux à se connaître, s'informer, se former mutuellement et favoriser ainsi des échanges entre elles dans un but de solidarité et d'entraide.

2) Permettre aux femmes d'exprimer leurs besoins, leurs désirs et de rechercher ensemble les solutions adéquates aux divers problèmes qui se posent à elles.

3) Augmenter les possibilités de formation intellectuelle et sociale des femmes afin que celles-ci puissent se débarrasser le plus rapidement possible du complexe d'infériorité dans lequel les tiennent leur manque d'instruction et des vieilles traditions surannées qui pèsent encore sur elles.

4) Etablir des contacts avec d'autres associations féminines nationales, internationales et intensifier sa collaboration avec ces dernières pour bâtir un monde plus humain et en paix.

Il existe également un nombre considérable de femmes et jeunes filles qui font partie d'associations confessionnelles, telles que la J.A.C.F., la J.O.C.F., l'A.G.I., qui sont avant tout des mouvements d'action catholique chargés de la formation religieuse de leurs membres, mais qui, occasionnellement, entreprennent également des réalisations à caractère social et culturel en faveur des femmes et jeunes filles qui en font partie.

(à suivre)

Gaudentia NYIRASAFARI

Centres d'animation rurale et artisanale. (1)

Commune de Nyakabanda - Paroisse de Kibanga en Préfecture de Gitarama - Rwanda.

SITUATION CONCRETE DE LA REGION

Le dernier recensement de la Commune de Nyakabanda, en préfecture de Gitarama, au Rwanda, indiquait en juin 1970 que les 27.102 habitants-comportaient plus de 16.000 jeunes ayant moins de 19 ans.

Cette population essentiellement agricole, accrochée aux flancs de la Chaîne du Ndiza, a vécu jusqu'ici d'une économie de subsistance. Sur son petit lopin de terre, chaque famille arrivait à trouver de quoi vivre, non sans connaître des moments de famine due à la sécheresse ou aux pluies trop abondantes.

Or, l'accroissement rapide de la population met les jeunes qui constituent 60 % de la population, devant un avenir dramatique. Les conditions de vie, pourtant d'un niveau sous-développé, qui étaient encore à la portée de leurs parents, ne leur seront même pas accordées. En effet, ils sont de jour en jour plus nombreux, les jeunes qui ne trouvent plus où installer leur foyer, où cultiver et se voient ainsi menacés de n'avoir plus de quoi survivre.

Les sommets des collines, froids, incultes et jusqu'ici regardés comme inhabitables, sont eux-mêmes envahis, ce qui ne fait que détériorer encore leurs conditions de vie. L'autre solution est de quitter la colline et de solliciter une parcelle dans les paysannats créés par les pouvoirs publics. Mais, ceux-ci sont déjà encombrés.

Devant l'accroissement de la population, l'occupation et l'épuisement des terres, l'économie de subsistance pratiquée jusqu'ici n'assure même plus la possibilité de survivre. "SE DEVELOPPER ou MOURIR" c'est le dilemme auquel se trouve confrontée la jeunesse du Tiers-Monde. Et chez nous, au Rwanda dont la population est la plus dense d'Afrique et le taux d'accroissement de la population exceptionnellement élevé - plus de 3 % l'an - d'une manière un peu plus urgente qu'ailleurs.

A ce développement, condition désormais inéluctable de la paix et de la survie du monde, il est évident que

beaucoup d'obstacles s'opposent, dont les jeunes d'ici ne sont pas maîtres. Nous ne pouvons ici qu'évoquer l'un ou l'autre.

L'équipement scolaire "hérité de la période coloniale et nonobstant quelques réformes, est une entreprise qui fonctionne mal" (Revue Pédagogique, éditée par le Centre de Recherche du Ministère de l'Education Nationale, Kigali, B.P. 195. Editorial No 22) Or l'école devrait armer les jeunes en vue d'une lutte pour la vie, qui s'annonce singulièrement ardue. La même Revue pédagogique continue : "37 % des élèves atteignent la 4e année (qui est) le seuil d'alphabétisation réelle permettant la conservation de l'acquis scolaire minimum. 2 % seulement accèdent à l'enseignement secondaire, c'est-à-dire que 98 % des enfants retournent dans leur milieu de vie de colline. En comparant les ressources utilisées et les résultats obtenus, notre système d'enseignement n'est pas efficace au point de vue économique, social et même culturel. On peut affirmer sans crainte que ce système n'est pas adapté aux réalités locales. Afin d'éviter que l'enseignement primaire soit un facteur de déracinement et une force de désintégration sociale... son adaptation aux réalités rwandaises et aux besoins de la population s'avère urgente... De nombreux enfants, qui ne peuvent accéder à l'enseignement secondaire, doivent terminer l'école primaire après avoir été habitués à tiler du sol et d'autres métiers, tous moyens de subsistance". Monsieur Charles Géronimi, expert de l'Unesco au Ministère de l'Education Nationale jette un véritable cri d'alarme : "La situation est explosive. Sur 100 enfants qui sortent de l'enseignement primaire, qui en ont accompli le cycle complet, il y en a 93 qui sont abandonnés, voués à l'inaction, à l'oisiveté; il y a là l'une des causes latentes d'un déséquilibre social et peut-être à brève échéance." (voir la revue DIALOGUE, No 21, juillet 1970) Dans la commune de Nyakabanda, sur les 220 garçons qui ont achevé cette année leur 6e primaire, 8 seulement ont été admis dans les écoles secondaires.

Mais le principal obstacle au développement du Tiers-Monde est sans conteste le "jeu des relations commerciales entre pays riches et pays pauvres". Ce jeu aboutit à dégrader de façon continue les termes de l'échange : un pays comme la Colombie qui a du café à vendre et doit acheter des véhicules, pouvait en 1954 avoir une jeep pour 14 sacs de café. Treize ans plus tard, en pleine décennie du développement, il lui faudra donner 25 sacs de café en plus pour avoir la même jeep. (voir R. Vermeire, Un

monde sans frontière, Bruxelles 1964, p. 52) Au monde aussi, ce "jeu" se traduit par des drames pour les jeunes.

Ceux qui parmi eux (en tout petit nombre, car 95 % des Rwandais vivent de l'agriculture) ont du travail salarié, reçoivent souvent un salaire dérisoire, absolument en dessous des besoins vitaux. C'est là un autre legs de l'époque coloniale dont ont hérité ceux qui utilisent de la main d'œuvre africaine (M.O.A., dit-on dans les mines, en avouant que son coût n'intervient pratiquement pas dans le prix de revient du minerai). "Quant aux ouvriers, écrit un jeune, le salaire de beaucoup est insuffisant; je parle des boys et surtout des ouvriers des mines. Est-ce que je mens ? 23 francs par jour peuvent-ils nourrir leur homme ?"

D'autre part, ce qu'ils peuvent produire et exporter est payé à des prix imposés par le même "jeu" des relations commerciales, et qui sont plus dérisoires encore que les salaires. "La culture du café ne peut apporter une solution aux problèmes des jeunes, dit un rapport de la section jocoiste de Gitega, Nyakabanda. D'abord, il faut 3 ans avant de pouvoir récolter quelque chose à vendre. D'autre part, cette culture représente énormément de travail alors que le prix du café est très bas. Celui qui veut faire le compte de son travail et de ce que lui rapporte la vente de son café verra que ses journées lui sont payées à 15 et même 12 francs. Ce n'est pas cela payer le cultivateur, c'est l'exploiter. Nous acheter le café à ce prix là, c'est nous piller."

Il est clair, comme le demande le rapport Pearson, que les pays développés doivent consentir "à changer les politiques commerciales qui entravent l'accroissement des recettes d'exportation des pays en voie de développement, et accorder des tarifs préférentiels généraux et non réciproques aux produits manufacturés en provenance de ces pays".

...

Tous ces obstacles au développement des pays du Tiers-Monde - qu'ils leur soient internes ou externes - devront être levés. Mais cela n'est encore que l'indispensable préalable qui doit permettre "à tous les peuples de devenir eux-mêmes les artisans de leur destin" (Populorum Progressio, 25). Car le développement des pays et leur libération sera essentiellement leur oeuvre. "Il faut", écrit Monseigneur Bodin, "accroître son condi-

tions de pré-développement, capables de mettre les populations de ces pays dans la possibilité d'être elles-mêmes, les artisans de leur développement." (Agence D.I.A. T.4.70)

Ce témoignage d'un missionnaire laïc Suisse nous paraît bien poser le problème : "Quand on vit dans une caravane de paille ou de pisé, sur la terre battue, sans aucun meuble sinon un panier dans lequel on serre ses haillons et une natte qu'on déroule pour la nuit, quand on se nourrit à longueur d'année, de riz à l'eau puisée à la rivière, comment espérer guérir un jour de l'impotence du sous-développement ? Ces millions d'êtres, de frères de détresse de par le monde, ne se résignent-ils pas ? On a toujours été comme cela; on a toujours fait comme cela. On ne croit pas qu'il puisse en être autrement. Et pourtant ces prisonniers de la résignation nous regardent; ils nous attendent. Ils espèrent... J'ai lu dans leurs yeux le désir de vivre. J'ai senti sourdre en leur coeur la source violente de la liberté..."

Qui donc voudra entrer dans l'humanité des pauvres réalistes et croire que là se cachent les vraies richesses qui ne demandent qu'à s'épanouir ? Qui donc voudra coller à la réalité des pauvres... Qui voudra libérer les plus petits ? Désormais, le vrai travail de développement doit être accompli par ceux et celles qui voudront partager la vie des hommes oubliés, collés au ras du sol.

C'est à ce niveau-là que seront libérés les opprimés... Une étudiante Malgache disait : "J'ai découvert que le développement commence dans les petites choses. Par conséquent, il ne dépend pas seulement des pouvoirs publics, mais d'abord et surtout de chaque **PERSONNE CONSCIENTE** et **RESPONSABLE** que nous devons devenir... Et puis, le développement, c'est aussi l'affaire de Dieu..." (Pierre Jubin, dans le périodique "Leic missionnaire de Suisse romande", sans date, 34, Grand rue, 1700 Fribourg)

Rendre les pauvres conscients et responsables, n'est-ce pas cela les "évangéliser" ? Les rendre conscients de la dignité que leur confère leur ressemblance divine, leur annoncer qu'ils sont aimés de Dieu qui s'est bien juré de les "faire sortir" de l'esclavage de la misère et du sous-développement. En faire des hommes responsables, qui surmontent l'inertie où plonge toute oppression, se forgent leur liberté dans l'insécurité et le risque consentis au service de la communauté. Tel est le vrai travail de développement fait de mille petites choses, au milieu des plus pauvres et des plus "petits", avec eux et pour eux, et

dans lequel se manifeste pour nous "la main forte et le bras étendu" du Dieu de Jésus-Christ.

C'est dans cet esprit que nous avons entrepris depuis 1964, d'aider les jeunes de chez nous - ils sont 60 sur 100 habitants - à se préparer à faire face à leurs problèmes de demain, à prendre en main leur destin.

Nous avons déjà décrit cet effort de 5 ans, dans le projet que nous avons introduit en décembre 1969 auprès d'ENTRAÏDE ET FRATERNITÉ. Il avait abouti à créer à Kibangu, au centre paroissial, un C.A.R.A. (Centre d'Animation rurale et artisanale) pris en charge par un Comité pour le développement de la région du Ndiza : "Inama y'AmaJambere ye Kuli Ndiza".

Rappelons-en les étapes et la progression :

- Quelques jeunes, voisins de la paroisse, se réunissent un jour par semaine pour apprendre, qui à bâtir, qui à travailler le bois.
- D'autres équipes de jeunes se forment, venant de tous les coins de la paroisse, et se succèdent à la paroisse, tous les jours de la semaine.
- Le programme s'élargit et vise désormais à faire de chaque jeune, un Paysan "polyvalent" : cultivateur compétent, initié aux techniques et aux méthodes modernes de l'agriculture, mais qui sait aussi se construire une maison en dur, et travailler le bois pour se donner un équipement et un ameublement minimum.
- L'école s'organise et permet à chaque élève de consacrer deux jours par semaine au lieu d'un, à sa formation rurale et artisanale. Une maison expérimentale construite par les élèves, fournit le logement à ceux qui viennent de loin.

Nous en étions arrivés ainsi à réaliser le programme que le gouvernement du Rwanda s'est assigné en vue d'adapter l'enseignement de base aux réalités locales et aux besoins du pays. Ce programme a été ainsi décrit par Monsieur Charles Géronimi, expert de l'Unesco au Ministère de l'Education Nationale, dans une conférence donnée à Kigali le 7 avril 1970 :

"Une tâche plus urgente qui me paraît s'imposer, c'est la mise en place de structures post-primaires... Le Ministère de l'Education Nationale en est conscient : il a demandé qu'un projet de création d'enseignement post-primaire, à caractère rural et artisanal, soit mis sur pied... Il aura un caractère essentiellement pratique. Il comprendra une formation rurale appropriée au

pays ou bien à une région déterminée. Il donnera une formation artisanale polyvalente, que j'ai résumée dans cette phrase : L'adolescent sortant de cet enseignement devra pouvoir construire de ses mains un mur, savoir raboter une planche et forger un fer".

Le but de cet enseignement c'est de contribuer à retenir l'enfant sur la colline". (revue Dialogue, No 21, juillet 1970)

En décembre 1969, notre projet sollicitait l'aide d'ENTRAÏDE ET FRATERNITÉ pour aider à l'extension de C.A.R.A., et permettre la création de quatre autres centres semblables à celui de Kibangu dans les quatre sous-paroisses centrales de la Paroisse. En date du 8 juillet 1970, le Comité Exécutif nous avisait qu'un subside avait été voté, en faveur de notre projet (AF/Rwanda/70-053) pour la création de deux de ces centres. Le subside promis nous était versé en date du 24.9.70.

ooo

Cependant, notre recherche ne se relâchait pas. Elle se poursuivait sur deux fronts.

A. Des rencontres et des réunions avec les confrères de plusieurs autres paroisses nous amenèrent à constater la convergence de nos soucis pastoraux et à décider de mettre en commun notre réflexion, nos essais, nos possibilités. C'est ainsi que nous avons été amenés à collaborer avec quatre autres paroisses, dont deux sont tenues par des prêtres Rwandais et les deux autres par des prêtres Européens. Ces paroisses ont entamé ou désirent entamer un effort semblable à celui que nous décrivons ici pour aider les nombreux jeunes non scolarisés à faire face à leurs problèmes de vie.

L'effort pourrait être décrit schématiquement en 3 étapes :

- Une première étape qui pourrait être franchie d'ici septembre 1971 et qui ne requiert pas grand fonds, consiste à grouper une dizaine de garçons, voisins de la paroisse et sortant de 6e primaire, pour une ou deux journées de travail par semaine. Sous la conduite d'artisans trouvés sur place, ils s'initieront à la construction et à la menuiserie, ainsi qu'à l'amélioration des méthodes culturelles. C'est le lancement de ce que nous appelons le C.A.R.A.-embryon.

- Une deuxième étape serait la création d'un C.A.R.A. de

base, étiré à la Paroisse et visant à réaliser la même chose avec cinq groupes de jeunes issus de tous les coins de la Paroisse et venant étudier deux jours par semaine. Ce C.A.R.A. de base pourrait être créé en septembre 1971 et solliciterait un subside de Entraide et Fraternité.

- Dans une troisième étape, les jeunes ayant bénéficié des cours du C.A.R.A. de base deviendraient les animateurs de nombreux petits centres de formation, à créer dans les divers secteurs de ces vastes paroisses. Ce serait le lancement des C.A.R.A. de tuteur dont nous donnons une description détaillée plus loin.

C'est pourquoi le nouveau projet que nous présentons cette année à la bienveillance d'ENTRAIDE ET FRATERNITE n'émane plus de la seule paroisse de Kibangu mais est présenté conjointement par cinq paroisses associées dans la création des Centres d'Animation rurale et artisanale.

B. Notre recherche nous amenait aussi à découvrir une exigence essentielle de cette œuvre de "conscientisation" et de libération : à savoir qu'elle ne peut s'accomplir QUE dans un cadre communautaire. "Il faut", écrit Monseigneur Pragosa, évêque de Cratons, amener chaque individu à prendre conscience de toutes les richesses humaines qu'il porte en lui, et de celles dont les autres sont aussi porteurs. Parce qu'il a vécu aliéné, le paysan n'a plus confiance en lui, ni dans les autres; il demeure passif, il manque d'initiative.

Il faut susciter en lui un réveil de la conscience et de la confiance, afin qu'il devienne "créateur". Il est possible d'y parvenir à partir de l'éducation de base et des animateurs. Ces animateurs se déplacent dans les villages que nous appelons les "communautés naturelles"... ils invitent les villageois à des réunions où l'on discute des problèmes de la communauté. Peu à peu, les villageois découvrent ainsi la réalité, ils arrivent à repérer les contradictions dans leur manière de vivre ou d'agir; ils apprennent ainsi à juger et à passer à l'action. Par là, ils acquièrent une plus grande maturité de conscience, car c'est l'ACTION et la REFLEXION SUR L'ACTION qui conscientisent, et non les réunions... Obtenir des individus qu'ils discutent avec les autres, qu'ils aboutissent eux-mêmes à une micro-réalisation et qu'ils unissent à d'autres pour FAIRE EN COMMUN QUELQUE CHOSE, voilà l'essentiel.

Car à partir de cette réalisation, ils commencent à croire en leur propre capacité de création, ils reprennent confiance en eux-mêmes, et cette confiance est indispensable si l'on veut susciter une mystique nationale." (ETUDES, oct. 69)

Ces vues d'une évêque Sud-Américain rejoignent d'ailleurs parfaitement celles des hommes politiques Africains. Les Ministres de l'Education Nationale des Etats Africains et Malgache d'expression française tiennent des conférences chaque année depuis 1962 et ont étudié les modalités nouvelles de la politique concernant l'enseignement primaire. Leurs conclusions ont été reprises et élargies en janvier 1969 au cours de la Conférence de Kinshasa, qui les a traduites en recommandations :

"La finalité actuelle de l'enseignement primaire qui oriente vers la promotion intellectuelle est incompatible avec les exigences du développement économique et social... L'éducation de base primaire post-primaire doit avoir pour finalité la promotion COLLECTIVE des jeunes et des adultes".

Commentant cette conclusion, la revue LES ETUDES (oct. 69) écrivait :

"Les jeunes dans la brousse n'ont actuellement qu'un désir : échapper aux servitudes de la culture des champs qui ne rapporte que peu d'argent et s'engager dans une carrière administrative qui peut rapporter beaucoup plus..."

On sait que le rapport du traitement des enseignants par rapport au revenu moyen par habitant est beaucoup plus élevé en Afrique que par exemple en Europe ou aux Etats-Unis; ils représentent souvent quatre à sept fois le revenu par tête contre une fois et demie en Europe et aux Etats-Unis (Education et Développement, Dossier d'étude No 7 publié par le COMITE FRANÇAIS pour la campagne mondiale contre la faim).

Le commentaire des Etudes continue :

"... La masse continue à suivre des habitudes et des techniques dépassées et les écoliers sont entraînés à évoluer dans une orbite différente, cherchant à faire partie de la classe des "mandarins" qui vit sur la communauté agraire qui les nourrit..."

La Conférence de Kinshasa constatant que "l'école africaine aboutit trop souvent au détachement de ses élèves et à une coupure de leur milieu" concluait :

"Le problème fondamental consiste en définitive... à permettre la RE-INSERTION de l'éleve dans son milieu..."

La revue LES ETUDES écrit : "Il faut donc ré-insérer ces jeunes dans leur milieu naturel, et ne pas attendre qu'ils soient grands pour les initier à l'intérêt de l'agriculture. Car il s'agit non seulement d'instruire mais de FORMER. Il conviendrait donc d'ASSOCIER LA COMMUNAUTE TOUTE ENTIERE à l'éveil du progrès. Il y faut une action de démonstration et de persuasion qui entraîne l'ADHESION ACTIVE DES VIEUX COMME DES JEUNES. Il s'agit en même temps d'éduquer les adultes."

"Il y a là tout un travail à entreprendre par un agent au service de la COMMUNAUTE... Toute la population doit se sentir concernée. Ils associeront leurs enfants dès leur plus jeune âge à leur instruction et à leur travail personnel. La Conférence de Kinshasa a souhaité que l'animateur-formateur soit issu, autant que possible, du village ou de la région. Elle a eu le mérite d'insister sur la nécessité d'élaborer un cadre général d'éducation permettant le relèvement des conditions de vie rurale et notamment :

- l'amélioration des techniques agricoles et artisanales,
 - l'amélioration de l'habitat et de l'hygiène,
 - le développement de l'esprit coopératif et l'organisation des loisirs."
- (Conférence des Ministres de l'Education Nationale des Etats Africains et Malgache d'expression française, Kinshasa 1969, tome III Résolutions.)

...

Puisque ce travail de conscientisation, de libération et de développement ne peut se faire que dans le cadre d'une communauté, nous nous sommes donc attachés à susciter ces communautés de base, à partir des communautés naturelles. Et nous avons senti tout de suite que ces communautés ne seraient possibles qu'à condition d'être A TAILLE HUMAINE. Nous avons ainsi été amenés à voir le Peuple de Dieu dont la libération nous est confiée - les 27.102 habitants de la commune de Nyakabanda - non plus comme une seule "communauté paroissiale" bien trop vaste pour être jamais une communauté, mais comme un ensemble de petites communautés de base disposant du minimum d'autonomie et conduites par des animateurs res-

ponsables choisis au sein de chaque communauté. (voir le ch. 18 de l'Exode)

Les C.A.R.A. que nous envisageons de créer dans les quatre Centrales eussent embrassé des ensembles trop vastes que pour pouvoir les animer vraiment. Nous avons compris que c'est dans les communautés de base, à taille humaine, que nous devions lancer ces "Centres d'animation rurale et artisanale", moins importants sans doute que celui de Kibangu, mais plus nombreux et plus proches du peuple.

...

Après avoir exposé la doctrine et les principes qui ont guidé notre recherche au cours de l'année écoulée, nous voudrions dire maintenant comment cette recherche s'est traduite concrètement dans les faits; et décrire ce que fut l'évolution et l'expansion de notre Centre d'animation rurale et artisanale, depuis décembre 1969 où nous introduisîmes notre premier projet, jusqu'en cette fin 1970 où nous venons de recevoir le subside d'Entraide et Fraternité et où nous préparons ce nouveau projet pour l'année qui vient.

L'EVOLUTION DU C.A.R.A. en 1969-1970

a) Le regroupement en communautés naturelles

Le Comité pour le développement du Ndiza qui assure la direction du C.A.R.A. étudia, en collaboration avec le Conseil Paroissial comportant des chrétiens de tous les coins de la Paroisse, une nouvelle division du territoire. On convint que la population pouvait se regrouper en 17 petites communautés naturelles, compte tenu de l'agencement des collines et de la densité de la population.

b) Paroisses en agglomération

Ces communautés de "karere" c.-à-d. petite région (au pluriel : turere) sont un peu l'équivalent des "quartiers" des paroisses d'Europe. A cette nuance près que les paroisses d'ici ont les dimensions d'un évêché d'Italie; et nos "turere", celles des paroisses rurales de France. Les communautés de karere se choisissent un lieu de rassemblement, une colline un peu centrale, souvent déjà dotée d'une ou deux classes primaires. Elles élisent un Conseil de responsables, comprenant non seulement des hommes et des femmes, mais aussi des jeunes qui sont, nous l'avons vu, 60 % de la population. Ces responsables

prirent le nom - et la fonction - de bahereza de karere, o.-à-d. servants, serviteurs. Par tout, leur première décision fut de construire sans tarder une "maison de communauté". Celle-ci fut conçue comme un local pouvant abriter toutes sortes de réunions ou d'assemblées : d'étude, de prière, de travail. On y prévoyait des choses aussi diverses qu'un tableau noir pour l'alphabetisation, un magasin pour ranger les outils, une cheminée pour les cours de cuisine des jeunes filles, un petit bureau pour les réunions des bahereza, une chapelle du Saint Sacrement, une armoire pour ranger les registres et documents de la communauté. Tant il est vrai que l'Evangile s'adresse à tout homme et à tout l'homme; et que la Paroisse, selon le mot de Monseigneur Sales, doit "se convertir et devenir un centre de formation intégrale de l'homme". (cité par H. Resquet, Une Eglise en état de péché mortel, p. 80) On le voit, les turere tendent à devenir la cellule de base de l'Eglise post-conciliaire. Ce n'est pas le lieu de décrire ici combien les orientations de Vatican II trouvent à s'y appliquer. (Ad Gentes, 15)

c) Les C.A.R.A. de turere

La décision de construire la maison de communauté, bientôt mise en chantier partout, fut l'occasion de lancer un petit C.A.R.A. dans chaque karere et de susciter chez tous les chrétiens jeunes et vieux, un effort étonnant de développement. Vaincre la misère, c'est désormais pour tous le premier devoir de la charité.

Les jeunes se groupèrent au nombre de 25, 40 et même plus, dans chaque karere, et décidèrent de faire des briques et de bâtir. Les outils leur furent fournis par le CARA de base de Kibangu. Ainsi d'ailleurs que les moniteurs-magons formés à Kibangu et qui initièrent leurs compagnons à la façon des briques et à l'art de construire.

d) Un peuple qui s'anime

Pour faire des briques, il faut de la terre et de l'eau. Si la terre se trouve partout, il n'en est pas de même de l'eau : les jeunes firent appel aux adultes. C'est ainsi que s'institua dans les turere, la coutume d'un jour de travail volontaire par semaine, consenti par chaque chrétien de tout âge et de tout sexe, et bientôt devenu aussi saoré que celui du repos dominical. Dans un karere, le premier travail entrepris fut de creuser au flanc des collines, un canal d'ame-

née d'eau depuis une source distante de 5 km : les travaux durèrent plus d'un an. Aujourd'hui l'eau coule à flots et les briques s'amoncellent. Dans un autre karere, la source était plus proche, mais en contrebas du chantier. On trouva de vieux fûts, et chaque jour où les jeunes venaient "étudier" (affaire des briques ou à bâtir) leurs parents étaient là pour leur puiser ou à bâtir) leurs parents étaient là pour leur puiser l'eau nécessaire. Mais les adultes trouvèrent encore à s'occuper : aplanir le terrain, ramasser dans les rivières les pierres de fondations, apporter le sable pour le mortier, des bois pour la charpente. L'élan était donné. En de nombreux endroits, les chrétiens comprirent la nécessité pour leur maison de karere, d'être accessible par une route carrossable. On demanda au bourgmestre de décider du tracé de la route et les hommes vinrent en masse "pour aplanir des routes dans la brousse, combler les creux et abaisser les sommets et frayer les voies du développement et du salut".

e) La part des jeunes filles

Mais les jeunes gens ne sont pas les seuls à s'éveiller et à se mettre au travail. Les jeunes filles les avaient même pour ainsi dire devancés. Un foyer social avait été fondé à Kibangu en 1964 par trois animatrices européennes. Celles-ci décrivaient dans un rapport les modifications intervenues dans leurs méthodes au cours de l'année écoulée. "Notre travail social au foyer et au centre nutritionnel, qui restait localisé à Kibangu n'atteignait en fait qu'une minorité de jeunes filles et de femmes; pour mieux répondre aux besoins de l'ensemble de la population, nous avons entrepris un travail d'animation rurale dans le cadre des "turere". Nous entendons par "animation" l'ensemble des actions visant à une transformation sociale, économique, culturelle, etc... d'un groupe social selon sa dynamique propre (ATICO, avril 1968, Paris). Nous n'en sommes encore qu'à nos débuts, car il n'y a qu'un an que nous avons commencé. Cette animation rurale se présente sous plusieurs formes; première forme : formation d'animatrices choisies parmi les jeunes filles ayant étudié au foyer et qui se réunissent une fois par mois au centre. Deuxième étape : les elles représentent sept turere. Deuxième étape : les animatrices diffusent l'enseignement reçu aux filles et aux femmes de leur karere. Voici les domaines touchés : alimentation, hygiène, jardinage, alphabetisation, couture. Les activités diffèrent selon les

soins ressentis sur chaque colline. Voici une autre forme d'animation : deux monitrices répondent à l'invitation d'une famille qui a rassemblé les voisins et les voisines et déterminé avec eux le sujet de la causerie. Une troisième forme : chacune de nous passe régulièrement une semaine en "Karere" avec une animatrice Rwandaise de Kibangu et une autre du karere visité. Nous y organisons trois journées d'enseignement, à l'endroit où nous résidons. Les autres journées sont consacrées à des visites à domicile, ce qui nous aide à mieux connaître et comprendre les difficultés rencontrées par les habitants de cette colline. Nous pouvons ainsi les aider à trouver eux-mêmes les solutions de leurs problèmes car tout progrès relève de leur comportement et de leurs propres efforts. Il faut mentionner aussi l'effort d'alphabétisation entrepris en beaucoup de turere par les jeunes - filles et garçons - et qui s'adresse aux adultes comme aux enfants non scolarisés. Dans un karere, on nous a raconté que les jeunes filles voulant encourager les hommes au travail sur la route, ont pris la houe et se sont mises au travail avec eux.

f) Développement sur le Mize

Cet éveil de la population qui se regroupe et se met au travail a facilité l'entreprise de travaux plus importants au niveau de la commune conduite par un bourgmestre dynamique. La route axiale qui parcourt la commune du sud au nord restait en effet à achever sur quelque 25 km. La commune a entrepris les travaux. Ce sont les jeunes formés au C.A.R.A. qui bêtissent les ponts, pierres et ciment qui défilent les années et les orues. Dans cette même région, la commune a entrepris aussi la construction d'un dispensaire; la population a déjà fait le terrassement.

...

A ce peuple qui se lève pour combattre sa misère **ENTRAIDE ET FRATERNITE** nous permet de fournir les outils indispensables, armes pour sa libération :

- houes, pelles, pioches, haches, cognées, herminettes, barres à mines, explosifs, brochettes, etc. pour les pionniers des routes et des terrassements;
- machettes, houes, faucilles, fourches, seaux, sennes, plants, planches à niveaux pour dignes anti-gro-sives, pour former des cultivateurs compétents;

- formes à briques, pelles, seaux, pioches, truelles, niveaux, mètres, fil à plomb, cordes, équerres, mar-teaux, burins, pour former des maçons;
- soles de long, soles à tenon, rabots, équerres, te-seaux de toutes dimensions, bédanes, mâteaux, étaux, limes, tournevis, mètres, valets, établis, mailles, limes, serre-joints, trusquins, bouterettes, etc. ainsi que des matériaux : planches, clous, vis, char-nières, colle à bois, pour former des menuisiers;
- fil, aiguilles, épingles, machines à coudre, ciseaux, fers à repasser, mètres rubans, tissus divers et lai-ne, ustensiles de cuisine, assiettes, casseroles, couverts, gobelets, pour les foyers sociaux des jeu-nes filles;
- tableaux noirs, orales, livres de lecture, cahiers, ardoises, touches, pour l'alphabétisation.

Tous ces travaux exigent la construction d'un mi-nimum de locaux :

- salle de cours théoriques, menuiserie centrale et me-nusserie-école, réfectoire, cuisine et logement au C.A.R.A. de base à Kibangu,
- la "maison de communauté" en chaque karere.

Tous les travaux sont assurés par les élèves ou par les chrétiens des turere. D'autre part, ils sont toujours bâtis en matériaux du pays et selon des tech-niques qui assurent des constructions durables en même temps qu'à la portée des habitants : briques séchées, liant de boue. Néanmoins, nous avons jugé bon d'utili-ser un peu de ciment pour isoler les fondations des murs et prévenir l'invasion des termites. Nous avons choisi une couverture en éternite légère Tropika; son prix de revient est quasiment le même que celui des tuiles romaines utilisées couramment, mais elle assure un toit plus léger et plus propre et une maison plus sèche. Entraide et Fraternité nous permet de fournir le petit subside nécessaire à ces constructions qui sont en fait des "outils" pour le développement.

L'aide que nous apporte **ENTRAIDE ET FRATERNITE** nous permet ainsi de réaliser le programme que Monseigneur Rodhain définissait pour le Secours Catholique : "Il s'agit en effet de fournir à ces populations, des moyens techniques qui soient d'une part adaptés aux situations économiques, sociales, culturelles du milieu, et qui d'autre part, permettent un développement par étapes suc-cessives. Il faut accentuer la fourniture de moyens tech-niques capables de faire progresser l'artisanat et d'aug-

menter le nombre de centres de formation technique dans les pays en voie de développement." (Agence D.I.A. 7.4.70)

ooo

Si au départ, le branle paraît difficile à donner, au second temps, le mouvement pourra reprendre plus d'ampleur.

Dans les C.A.R.A. de tuerre, les jeunes assistés des adultes, décident, pour apprendre à bâtir, de construire une maison de communauté. Puisqu'il s'est avéré que "c'est en forgeant qu'on devient forgeron" et aussi que c'est "en réalisant quelque chose en commun", quelque micro-réalisation, qu'on donne le branle à un mouvement de développement communautaire, qu'on suscite dans le peuple "un réveil de la conscience et de la confiance" et qu'on fait du pauvre résigné, une personne responsable.

Cette construction exige la présence d'au moins un maçon qualifié. Or, au départ, les maçons sont rares. Nous leur avons donc demandé d'aller de karere en karere, assister à la journée de travail des diverses communautés et nous les avons rémunérés. En fait, au bout de six mois, un premier karere couvrait sa maison; plusieurs autres en sont à la charpente.

Méanmoins, le moniteur chargé de plusieurs tuerres ne peut consacrer à chaque karere qu'une journée de travail par semaine. Tous les jeunes désireux de bâtir viennent ce jour-là. Et de même les adultes, pour les servir. Mais les uns et les autres sont trop nombreux pour permettre une utilisation optimum de la compétence du moniteur et de la bonne volonté de la communauté.

Le rôle du C.A.R.A. de base est de multiplier au sein de chaque communauté, les jeunes qui non seulement ont acquis la compétence technique pour bâtir en dur, cultiver rationnellement, travailler le bois, mais surtout y auront puisé une "mystique du développement", le sens et le souci du bien commun et la générosité de mettre les dons reçus au service de tous. Dans le karere, désormais, chacun de ces jeunes "paysans polyvalents" est assidu à la journée de travail hebdomadaire et a pris en charge une équipe de compagnons à qui il partage son savoir. De même les adultes qui viennent servir bénévolement leurs jeunes artisans, se sont groupés en plusieurs équipes qui se répartissent les jours de la semaine. Le charrrier moins encombré, n'en est que plus actif et l'avancement rapide des travaux décuple le zèle de tous.

C'est ainsi que s'il est nécessaire, au début surtout, de faire appel à des "enseignants rémunérés", la part du budget réservée aux salaires sera minime. Elle sera même normalement tendance à se réduire dans la mesure où grandira la confiance mutuelle, où chacun prendra conscience de ses responsabilités envers tous et où se développera l'esprit coopératif.

Nous nous efforçons de suivre les sages recommandations de la Conférence de Kinshasa et nous essayons de réinsérer les jeunes dans leur milieu, à commencer par ceux qui sont nos collaborateurs. Nous les aidons à vaincre la tentation "d'échapper aux servitudes de la culture des champs", en les incitant à l'intérêt d'une agriculture améliorée et en les incitant à s'associer aux travaux entrepris dans leur karere.

C'est pourquoi priorité est donnée aux cours d'agriculture. D'autre part, tous les "moniteurs" des C.A.R.A. conservent au moins deux jours libres par semaine. Ils peuvent ainsi consacrer un minimum de temps à la culture de leurs champs et rester aux yeux de leurs élèves, des types accomplis de "paysans polyvalents", même s'ils sont spécialisés dans une branche de l'artisanat. Ils peuvent de même être présents aux efforts de développement entrepris par leur communauté nationale. Les C.A.R.A. veulent ré-insérer les jeunes dans leur milieu : il ne faudrait pas que ces "enseignants" qu'apparaissent à leurs yeux, comme des "privilegiés" qu'un travail rémunéré dispense de cultiver et de prendre part au combat de tous.

Les Centres d'Animation exigent des moniteurs compétents. Mais leur efficience dépendra surtout de l'esprit de fraternité et de service que les "animateurs" y feront régner. "Le développement", c'est aussi l'affaire de Dieu.

Equipe de Kilbanqu

- (1) Cette note accompagnait un projet introduit auprès d'un organisme d'aide au développement qui a son siège en Europe.

Paraît tous les deux mois. Il publie des articles intéressant la vie chrétienne dans le monde d'aujourd'hui, en particulier au Rwanda.

Abonnement: Rwanda

Un an: 200 frs par mandat-poste à Dialogue, BP 572, Kigali, ou par un Economat Général.

Etranger

Un an: 200 frs belges, au CCP 313.66, Abbé J. Massion, Bruxelles.